



RAPPORT NATIONAL

Cartographie et niveaux de référence des indicateurs des Objectifs de développement durable



Septembre 2018

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Burundi accompagne les efforts nationaux depuis une quarantaine d'années, pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes de développement durable.

Ce document de Cartographie et niveaux de référence des indicateurs des Objectifs de développement durable a été élaboré par Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU), avec l'appui du PNUD.

Copyright © 2018 - ISTEEBU. Tous droits réservés.

Aucun extrait de cet ouvrage ne peut être reproduit, ni saisi dans une banque de données, ni communiqué au public, sous quelque forme que ce soit, électroniquement, mécaniquement, par photocopie, film ou autre, sans le consentement écrit et préalable du gouvernement du Burundi.

RAPPORT NATIONAL

Cartographie et niveaux de référence des indicateurs
des Objectifs de développement durable



Septembre 2018

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	4
AVANT PROPOS	5
REMERCIEMENTS	6
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	7
INTRODUCTION	9
Objectif du rapport	10
Architecture du rapport	10
CHAPITRE 1 : CARTOGRAPHIE DES INDICATEURS DU PACKAGE NATIONAL ODD	11
Analyse du package national ODD	12
Méthodologie	16
Analyse des résultats de la cartographie	17
Implication des améliorations sur les indicateurs	17
Sources de données	19
Etendu de la couverture en données du package national ODD	20
Leçons apprises	20
CHAPITRE 2 : NIVEAUX DE RÉFÉRENCE DES INDICATEURS DU PACKAGE NATIONAL ODD	53
Approche méthodologique	53
Réconciliation des données	54
Choix de l'année de base/référence	54
Estimation des données manquantes pour l'année de référence fixée	54
Désagrégation des indicateurs	54
Présentation des résultats	55
Nature du Gap en information statistique	73

CONCLUSION.....	75
Propositions d'améliorations des indicateurs	75
Actions institutionnelles.....	75
Système national d'information statistique.....	75
Renforcement du comité multisectoriel de suivi des indicateurs de la mise en œuvre du PND et des ODD.....	76
Actions techniques.....	76
ANNEXES	77
Annexe 1 : Exemple de fiche de collecte d'information sur les indicateurs des ODD.....	77
Annexe 2 : Tableau de bord macroéconomique	81
Annexe 3 : Matrice de suivi des indicateurs de la mise en œuvre des ODD.....	84
Annexe 4 : Equipe d'élaboration	107

PRÉFACE

L'Agenda international de développement 2030, connu sous le label d'Objectifs de Développement Durable (ODD), a été adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies (UN) en septembre 2015. Cet agenda structure les activités des Nations Unies pour les 15 prochaines années, en 17 objectifs, 169 cibles et 244 indicateurs. Le suivi et l'évaluation de sa mise en œuvre exige un rapportage régulier qui dépend de la disponibilité des données statistiques de qualité, collectées avec des méthodologies harmonisées pour en faciliter la comparabilité aussi bien dans le temps et dans l'espace.

C'est dans ce cadre que le présent rapport est produit. Il porte principalement sur un exercice d'inventaire de la disponibilité des données pour le calcul des indicateurs des ODD priorités au Burundi. Comme pour certains cas, les indicateurs priorités ne ressemblent pas aux indicateurs de la liste internationale des indicateurs de suivi de la mise en œuvre des ODD. D'autres indicateurs de suivi des cibles priorités ont été proposés pour assurer la correspondance entre la liste des indicateurs priorités et celle des indicateurs internationaux. De plus, les indicateurs en rapport avec le partenariat mondial applicables pour le Burundi en tant que pays en développement, bien qu'ils n'étaient pas priorités, ont été ajoutés ainsi que ceux de mise en œuvre des cibles des différents objectifs.

Les résultats de ce travail montrent que, sur 101 indicateurs proposés pour le suivi des 49 cibles priorités, 47 indicateurs, soit 46,5% ont des équivalences sur la liste des indicateurs internationaux (35 indicateurs de la liste internationale). Le reste des indicateurs priorités (54) est purement spécifique au Burundi. Par ailleurs, 74 indicateurs sur 101 sont disponibles, soit un taux de 73,3%. A cette liste des indicateurs proposés pour le suivi de la mise en œuvre des cibles priorités, 33 autres

indicateurs de la liste internationale ont été ajoutés pour le suivi de la mise en œuvre des cibles dont les indicateurs n'ont pas été proposés lors de la priorisation nationale des ODD.

Globalement, le travail de la cartographie des indicateurs du package national a pu toucher 146 indicateurs de la liste internationale des indicateurs des ODD sur une cible de 244 indicateurs. Pour s'aligner à la demande internationale, il reste à faire la cartographie de 98 indicateurs sur le plan international.

Ce rapport de cartographie des indicateurs priorités et de leur situation de référence a été produit par le Comité multisectoriel de suivi des indicateurs de mise en œuvre des ODD, coordonné par l'ISTEEBU avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Son élaboration s'inscrit dans le cadre de l'engagement et du processus gouvernementaux de renforcement de son Système Statistique National (SSN) en matière de la production des données dans tous les domaines de la vie du pays. Le Gouvernement, tout en remerciant tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à sa production, compte sur la poursuite des efforts des Partenaires techniques et financiers (PTFs) dans l'appui des activités de son SSN pour la cartographie des indicateurs ODD non priorités ainsi que la production continue des données statistiques de meilleure qualité.



Dr Domitien NDHOKUBWAYO
CABINET DU MINISTRE
Ministère des Finances, du Budget
Coopération au Développement Economique

AVANT PROPOS

Le nouvel Agenda international de développement 2030, connu sous le label d'Objectifs de développement durable, ODD en sigle, va structurer les actions de développement de l'ensemble des pays Membres des Nations Unies au cours des quinze prochaines années. Cet Agenda, structuré autour de 17 objectifs, 169 cibles et 244 indicateurs, vise à mettre fin à l'extrême pauvreté et à la faim, lutter contre les inégalités et s'attaquer aux changements climatiques, pour un monde plus équitable et durable pour tous. Conformément aux dispositions générales de sa mise en œuvre, le Gouvernement du Burundi a adopté en 2017 un package national prioritaire de 17 Objectifs, 49 cibles et 101 indicateurs.

Le suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte de ces ODD pose des défis énormes, particulièrement en matière de données statistiques. En effet, au nombre des enseignements tirés de la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), il est indéniable que le suivi des progrès réalisés sur les ODD serait difficile si une attention particulière n'est pas accordée à la disponibilité des données fiables, suffisantes, régulières et accessibles. Bon nombre de ces ODD sont complexes, pluridimensionnels, et couvrent un éventail de thématiques et de secteurs bien plus large que les OMD, au point qu'une 'révolution statistique/des données', particulièrement pour les pays en développement et encore plus pour les Pays moins avancés (PMA), est déjà envisagée pour réussir le pari de leur suivi d'ici à l'an 2030.

En prélude à cette révolution statistique, le Burundi, par l'entremise de l'Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU) et avec l'appui

technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a entrepris l'exercice de cartographie et de détermination des niveaux de référence des indicateurs du package national ODD, indispensables à toutes analyses de progrès. Cet exercice est en plus, une autopsie des capacités du système national d'information statistique à fournir les données robustes indispensables au suivi et évaluation de la mise en œuvre des ODD. A ce titre, le rapport fournit des sources objectivement vérifiables de données des indicateurs du package national prioritaire, identifie le gap statistique et propose une stratégie pour combler ce gap de manière efficace pour un suivi et évaluation efficace des évolutions vers l'atteinte des ODD au Burundi.

Le PNUD félicite le Gouvernement Burundais pour la qualité des données fournies dans ce rapport et remercie toutes celles et tous ceux qui sont impliqués dans son élaboration. Il réitère ici son engagement de continuer à soutenir tous les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre des ODD au Burundi et particulièrement pour ses efforts à mettre en place un système efficace de collecte de données pour le suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des cibles et objectifs de l'Agenda 2030 de développement international.



Alfredo Teixeira
Directeur Pays PNUD – Burundi

REMERCIEMENTS

Le Burundi, à l'instar des autres pays des Nations Unies, a adopté les Objectifs du développement durable (ODD) en septembre 2015. Le pays s'est promptement engagé dans la mise en œuvre de ce nouvel Agenda de développement en se dotant d'un package national priorisé de 17 Objectifs, 49 cibles et 101 indicateurs. Celui-ci fait partie intégrante du nouveau Plan national de développement (PND). Comme pour les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des ODD sera un des critères décisifs de l'accélération de la mise en œuvre de cet Agenda mondiale à l'horizon 2030.

L'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), dont l'une des missions est de réaliser des activités de production et de diffusion des données statistiques dans tous les domaines de la vie de la Nation burundaise pour les besoins du gouvernement, des administrations publiques, du secteur privé, des partenaires au développement et du public, a pris l'initiative de produire ce rapport de cartographie et de détermination des niveaux de référence des indicateurs du package national ODD. Cet exercice a été réalisé en prélude à la préparation du premier rapport national de suivi et évaluation des progrès du pays vers l'atteinte des ODD qu'il se propose de produire pour que le pays participe, de manière efficiente, à l'Assemblée Générale des Nations Unies de 2020 qui sera consacrée à la première évaluation des engagements pris par les Etats dans le cadre des ODD.

La production de ce rapport a bénéficié de l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Sa rédaction a bénéficié de l'expertise multiforme des différents experts de

l'administration et des services spécialisés du pays. La Direction Générale de l'ISTEEBU voudrait ici remercier les différents experts nationaux et internationaux, y compris ceux de l'ISTEEBU, qui ont de loin ou de près participé à l'élaboration de ce rapport. Ses remerciements vont particulièrement à l'endroit du PNUD pour son soutien technique et financier décisif tout au long de ce travail.

Au titre des leçons apprises de la préparation de ce rapport, l'ISTEEBU s'est fixé deux principaux objectifs relatifs aux ODD. Il s'agit notamment de : (i) ne ménager aucun effort pour appuyer le Gouvernement à apporter des solutions idoines aux insuffisances statistiques relevées dans ce rapport, notamment en ce qui concerne les initiatives pour combler le gap statistique déterminé, et (ii) s'engager résolument dans une dynamique positive vers la production du premier rapport de suivi des évolutions vers l'atteinte des ODD au Burundi. Ces objectifs ne sauraient être atteints sans un renforcement des capacités du personnel de l'Institut et de celui des structures de la chaîne de suivi et évaluation des politiques, programmes et projets de développement du Burundi. A cet effet, le concours de tous les Partenaires techniques et financiers (PTFs) est vivement sollicité.

Nicolas NDAYISHIMIYE
Directeur Général de l'ISTEEBU
Tél: 22 22 27 74
22 22 27 74
REPUBLIQUE DU BURUNDI
INSTITUT DE STATISTIQUES
ECONOMIQUES DU BURUNDI

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ARCT	Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
BAD	Banque Africaine de Développement
BRB	Banque de la République Burundaise
CA	Chiffre d'Affaires
CAM	Carte d'Assistance/Assurance Maladie
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CNCA	Conseil National de Coordination des Aides
CNIS	Conseil National de l'Information Statistique
CRESS	Country Report on Support to Statistics
CTIS	Comité Technique de l'Information Statistique
ECVMB/ECVM	Enquête sur les conditions de vie des ménages au Burundi
EDSB/EDS	Enquête Démographique et de Santé au Burundi
FBU/BIF	Franc Burundais
FOSA	Formation Sanitaire
IDE	Indicateurs de Développement Economique
ISTEEBU	Institut de Statistique et d'Etudes Economiques du Burundi
MEEATU	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MSP	Ministère de la Sécurité Publique
MSPLS	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA
OBPE	Office Burundais du Patrimoine et de l'Environnement
OBR	Office Burundais des Recettes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	Objectif de Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la Société Civile
PCI	Programme de Comparaison Internationale
PIB	Produit intérieur brut
PND	Programme National de Développement
PNILMTNC	Programme National Intégré de Lutte contre les Maladies Tropicales Négligées et la Cécité
PNILS	Programme National Intégré de Lutte contre le Sida
PNILT	Programme National intégré Lepre et Tuberculose
PNUD/UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA	Parité du Pouvoir d'Achat
PPP	Partenariat Public et Privé
PTME	Protection de la Transmission Mère-Enfant (VIH)
QUIBB	Questionnaire Unifié d'Information sur le Bien être de Base
REGIDESO	Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RTPC	Commuté du Réseau Téléphonique Public
SEP/CNPS	Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de la Protection Sociale
SNIS	Système national d'information sanitaire
SSN	Système statistique national burundais
TCP/IP	Transfert Control Protocol/Internet Protocol
TIC	Technologie de l'information et de la communication
US\$/USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VIH/SIDA	Virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquis

INTRODUCTION

Les pays du monde ont adopté en septembre 2015, un nouveau programme de développement durable, articulé autour de 17 objectifs de développement durable (ODD) pour la période 2016-2030. Ce nouveau programme est encore appelé Agenda 2030 ou objectifs mondiaux. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les ODD, également nommés 'Nouvel Agenda international de développement' ou 'Agenda 2030', sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Ces 17 Objectifs s'appuient sur les leçons tirées des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), tout en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif.

De façon structurée, les ODD comprennent 17 objectifs, 169 cibles et 244 indicateurs (Résolution 68/261 de l'Assemblée générale). Les objectifs et les cibles constituent une feuille de route de transition vers le développement durable pour l'ensemble des États. Aussi chaque pays est invité à prioriser, les objectifs, cibles et indicateurs, conformément à sa vision ou programme de développement.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement Burundais a mis en place un comité interministériel ad hoc, dont la première mission a été de contribuer à l'élaboration d'une liste d'objectifs, de cibles et d'indicateurs des ODD prioritaires. À cet effet, Un groupe multisectoriel et multidisciplinaire d'experts nationaux a été créé et leurs capacités renforcées dans le processus de contextualisation/priorisation. Le processus de priorisation nationale a été engagé et le Conseil des ministres des 7 et 8 février 2018 a adopté le rapport des travaux avec 16 ODD, 49 cibles et 101 indicateurs. A ces 101 indicateurs, il faut ajouter les 50 indicateurs de mise en œuvre des cibles (sauf celles de l'ODD 17) et les 25

indicateurs qui concernent le partenariat mondial pour l'atteinte des objectifs (ODD 17) pour faire *le package national ODD, composé au total de 17 ODD, 111 cibles et 176 indicateurs.*

Le Communiqué de presse du Conseil des ministres qui a adopté le rapport national de priorisation des ODD, indique clairement que « ce nouveau Programme constituera une référence dans l'élaboration du Plan national de développement (PND) ». Avec l'intégration du package national ODD dans le PND, le Burundi entrera dans la phase d'accélération de mise en œuvre des ODD. Dans cette phase, le suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des objectifs fixés pose des défis énormes particulièrement en matière de données statistiques. Au nombre d'importants enseignements tirés de la mise en œuvre des OMD, il est indéniable que le suivi des progrès réalisés s'est avéré difficile pendant les premières années, faute d'avoir porté une attention suffisante à l'existence de données fiables, suffisantes, et d'indicateurs soigneusement sélectionnés. Avec les ODD, les données sont considérées comme essentielles à la réalisation du Programme. Le suivi sera certainement encore plus difficile que celui des OMD. Les nouveaux objectifs s'appliquent à tous les pays et ne visent pas uniquement les problèmes de développement. Bon nombre des ODD sont complexes, pluridimensionnels, et couvrent un éventail de thématiques et de secteurs bien plus large que les OMD.

Par exemple, pour les ODD ciblant la réduction des inégalités, les données devront couvrir de multiples aspects : égalité hommes-femmes, handicap, situation socio-économique, etc., au point qu'on parle déjà de révolution statistique/des données, particulièrement pour les pays en développement et encore plus pour les Pays moins avancés (PMA).

Malgré les potentiels défis attendus dans le domaine de statistiques, il y a lieu d'espérer mieux qu'au début de la mise en œuvre des OMD en 2000. Aujourd'hui, grâce aux travaux sur les OMD, et suite notamment, aux

avancées technologiques et au perfectionnement des méthodologies de collecte, les données sont beaucoup plus disponibles. Ces acquis doivent être maintenus et améliorés pour relever les défis que posent les ODD en termes de données statistiques. En dépit de l'heure des 'Big Data'/ « données massives » qui prévaut, aucun pays ne dispose de toutes les données nécessaires pour assurer le suivi des ODD et encore moins le Burundi. Il faut exploiter de nouvelles ressources pour combler les lacunes et déployer un effort international sans précédent pour mettre au point les nouvelles informations nécessaires.

Pour produire les rapports nationaux de suivi des ODD, le Burundi a été fortement tributaire des enquêtes MICS, 1-2-3 et EDS dont la préparation, la réalisation et la publication des résultats exigent beaucoup de temps (généralement entre deux et quatre ans) et des moyens financiers importants parfois difficiles à mobiliser. Ceci signifie que, la détermination des niveaux de référence des indicateurs ODD priorités par le pays, serait assez laborieuse à réaliser en 2015. Ces niveaux de références sont d'autant plus importants que le suivi des évolutions vers l'atteinte des résultats des ODD en dépend indéniablement.

Objectif du rapport

Le présent rapport fait le point de l'exercice de cartographie en vue de la détermination des sources d'informations statistiques des indicateurs du package

national ODD et détermine les niveaux de référence de ces indicateurs à une année donnée, en prélude au suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des résultats. Ainsi, il vise à :

- i. Inventorier les sources des données statistiques à même de renseigner les différents indicateurs ;
- ii. Déterminer une année de référence ;
- iii. Collecter les données disponibles à l'année de référence choisie ;
- iv. Dégager le gap en termes des données statistiques ;
- v. Faire des recommandations pour couvrir le gap statistique et réussir un bon suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des ODD au Burundi.

Architecture du rapport

Le rapport est organisé autour de deux chapitres et d'une conclusion. Le premier porte sur l'inventaire des sources des données et l'examen de la compatibilité des indicateurs disponibles avec ceux des ODD. Le deuxième présente les indicateurs de référence du package national ODD et dégage le gap en termes statistiques. Enfin, la conclusion récapitule les enseignements tirés et les recommandations pour un meilleur suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des ODD au Burundi.

CHAPITRE 1 : CARTOGRAPHIE DES INDICATEURS DU PACKAGE NATIONAL ODD

Avant de présenter la substance des résultats de cartographie, une analyse du package national ODD est d'abord faite, suivie de la présentation de la méthodologie de travail.

Tableau 1 : Répartition des indicateurs du package national ODD

Objectifs	Priorisé	Mise en œuvre	Partenariat	Total	Part (%)
Pas de pauvreté	10	4	0	14	7,95
Faim Zéro	6	5	0	11	6,25
Bonne santé et bien-être	17	5	0	22	12,50
Éducation de qualité	8	3	0	11	6,25
Égalité entre les sexes	7	4	0	11	6,25
Eau propre et Assainissement	7	2	0	9	5,11
Énergie propre et d'un coût abordable	5	2	0	7	3,98
Travail décent et croissance économique	3	2	0	5	2,84
Industrie, Innovation et Infrastructures	1	3	0	4	2,27
Inégalités réduites	3	3	0	6	3,41
Villes et communautés durables	2	4	0	6	3,41
Consommation et production responsables	8	3	0	11	6,25
Mesures relatives à lutte contre les changements climatiques	0	2	0	2	1,14
Vie aquatique	4	3	0	7	3,98
Vie terrestre	0	3	0	3	1,70
Paix, justice et Institutions efficaces	20	2	0	22	12,50
Partenariats pour les ODD	0	0	25	25	14,20
Total	101	50	25	176	100,00

Source : RNPODD 2018

Analyse du package national ODD

La liste initiale établie par les membres du comité interministériel ad hoc comprenait 16 objectifs, 49 cibles et 101 indicateurs. Comme indiqué, à ces indicateurs,

on ajoute les 50 indicateurs de mise en œuvre de chaque cible (sauf cibles ODD 17) et 25 indicateurs sur le partenariat mondial pour l'atteinte des objectifs (ODD 17) pour faire *le package national ODD, composé au total de 17 ODD, 111 cibles et 176 indicateurs.*

Tableau 2 : Liste des indicateurs de mise en œuvre des ODD

			Libellé
1	4	1.a.1	Proportion des ressources nationales directement allouée par l'État à des programmes de réduction de la pauvreté
		1.a.2	Proportion des dépenses publiques totales affectée aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale)
		1.a.3	Total des subventions et des flux extérieurs non générateurs d'endettement directement alloués aux programmes de réduction de la pauvreté, exprimé en proportion du PIB
		1.b.1	Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrée aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, des pauvres et des groupes vulnérables
2	4	2.a.1	Indice d'orientation agricole des dépenses publiques
		2.a.2	Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole
		2.b.1	Subventions à l'exportation dans le secteur agricole
		2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires
3	6	3.a.1	Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les personnes de 15 ans ou plus (taux comparatifs par âge)
		3.b.1	Proportion de la population cible ayant reçu tous les vaccins prévus par le programme national
		3.b.2	Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base
		3.b.3	Proportion des établissements de santé disposant constamment d'un ensemble de médicaments essentiels à un coût abordable
		3.c.1	Densité et répartition du personnel de santé
		3.d.1	Application du Règlement sanitaire international (RSI) et degré de préparation aux urgences sanitaires
4	3	4.a.1	Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité ; b) Internet à des fins pédagogiques ; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques ; d) des infrastructures et du matériel adaptés aux élèves handicapés ; e) une alimentation de base en eau potable ; f) des installations sanitaires de base séparées pour hommes et femmes ; g) des équipements de base pour le lavage des mains [conformément aux indicateurs définis dans le cadre de l'initiative Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH)]
		4.b.1	Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation
		4.c.1	Proportion d'enseignants dans : a) le préscolaire ; b) le cycle primaire ; c) le premier cycle du secondaire ; d) le deuxième cycle du secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonctions ou en cours d'activité) au moins les formations organisées à leur intention (notamment dans le domaine pédagogique) qui sont requises pour pouvoir enseigner au niveau pertinent dans un pays donné

			Libellé
5	4	5.a.1	a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit
		5.a.2	Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres
		5.b.1	Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe
		5.c.1	Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes
6	2	6.a.1	Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics
		6.b.1	Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement
7	2	7.a.1	Flux financiers internationaux à destination des pays en développement à l'appui de la recherche-développement dans le domaine des énergies propres et de la production d'énergie renouvelable, notamment au moyen de systèmes hybrides
		7.b.1	Investissements dans l'efficacité énergétique en proportion du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable
8	2	8.a.1	Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce
		8.b.1	Existence d'une stratégie nationale de promotion de l'emploi des jeunes, qu'il s'agisse d'une stratégie à part entière ou d'une composante d'une stratégie nationale de promotion de l'emploi, et application de cette stratégie
9	3	9.a.1	Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures
		9.b.1	Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie
		9.c.1	Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie
10	3	10.a.1	Proportion de lignes tarifaires concernées par les importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement bénéficiant d'une franchise de droits
		10.b.1	Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres)
		10.c.1	Coûts des envois de fonds en proportion du montant transféré
11	4	11.a.1	Proportion d'habitants vivant dans des villes qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux tenant compte des projections démographiques et des ressources nécessaires, selon la taille de la ville
		11.b.1	Nombre de pays ayant adopté et mis en place des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)
		11.b.2	Proportion d'administrations locales ayant adopté et mis en place des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe, conformément aux stratégies suivies à l'échelle nationale
		11.c.1	Proportion de l'assistance financière allouée aux pays les moins avancés qui est consacrée à la construction de bâtiments durables, résilients et économes en ressources et à la remise à niveau d'anciens bâtiments, en utilisant des matériaux locaux

			Libellé
12	3	12.a.1	Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de recherche-développement consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles
		12.b.1	Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus
		12.c.1	Montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles
13	2	13.a.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année, de 2020 à 2025, au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars
		13.b.1	Nombre de pays les moins avancés et de petits États insulaires en développement recevant un appui spécialisé aux fins de la mise en place de moyens efficaces de planification et de gestion face aux changements climatiques, en privilégiant notamment les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés, et importance de cet appui en termes de financement, de technologie et de renforcement des capacités
14	3	14.a.1	Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines
		14.b.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs
		14.c.1	Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et la mise en œuvre, au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels, des instruments relatifs aux océans visant à donner effet aux dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui concernent la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources
15	3	15.a.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la préservation et à l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes
		15.b.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la préservation et à l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes
		15.c.1	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages
16	2	16.a.1	Existence d'institutions nationales des droits de l'homme indépendantes et conformes aux Principes de Paris
		16.b.1	Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme

Source : RNPODD 2018

Tableau 3 : Liste des indicateurs de partenariat (ODD 17)

No.	Libellé
17.1.1	Total des recettes publiques en proportion du PIB
17.1.2	Proportion du budget national financé par les impôts nationaux
17.2.1	Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE en proportion du budget national
17.3.1	Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total
17.3.2	Volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total
17.4.1	Service de la dette en proportion des exportations de biens et services
17.5.1	Nombre de pays qui adoptent et mettent en oeuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés
17.6.1	Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération
17.6.2	Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion
17.7.1	Montant total des financements approuvés pour les pays en développement aux fins de la promotion de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement
17.8.1	Proportion de la population utilisant Internet
17.9.1	Valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement
17.10.1	Moyenne pondérée des taux de droits de douane
17.11.1	Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales
17.12.1	Droits de douane moyens appliqués aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement
17.13.1	Tableau de bord macroéconomique
17.14.1	Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable
17.15.1	Recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays
17.16.1	Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable
17.17.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées aux partenariats public-privé et aux partenariats avec la société civile
17.18.1	Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle
17.18.2	Nombre de pays dotés d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle

No.	Libellé
17.18.3	Nombre de pays ayant un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en oeuvre, par source de financement
17.19.1	Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement
17.19.2	Proportion de pays qui a) ont procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) ont atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 %

Source : RNPODD 2018

Méthodologie

Il ressort de l'analyse de la liste des indicateurs du package national ODD que : (i) certaines cibles ont été retenues mais les indicateurs n'ont pas été définis ; (ii) les indicateurs définis pour certaines cibles sont totalement spécifiques au Burundi alors que pour d'autres quelques améliorations sont à proposer pour leur suivi dans le cadre du Burundi.

Ainsi, dans le but de respecter les indicateurs déjà définis dans le document de priorisation et de rester dans le cadre des indicateurs internationaux, la cartographie a beaucoup insisté sur les cibles prioritaires et a essayé de déterminer les indicateurs à renseigner pour le suivi des cibles et indicateurs prioritaires en se référant aux libellés des indicateurs internationaux. Il est important de souligner que les libellés des indicateurs internationaux sont parfois complexes et des éclatements étaient

Tableau 4 : Exemple de l'analyse effectuée

Cible	Indicateur ONU	Indicateur national	Observations	Nouvelle proposition
1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)	1.3.1. Nombre d'associations mutualistes engagés dans la promotion des programmes de développement communautaire (%)	Non pertinent par rapport à la cible	1.3.1. a) Proportion de la population appartenant à une association mutualiste (%)
		1.3.2. Taux de couverture de la population en assurance maladie (%)		1.3.1. b) Taux de couverture de la population en assurance maladie (%)
		1.3.3. Taux de couverture en pension (%)		1.3.1. c) Taux de couverture en pension (%)
				1.3.1. d) Proportion d'élèves bénéficiant de la gratuité de la scolarité à l'école fondamentale
				1.3.1 e) Proportion de la population bénéficiant de l'assistance médicale (CAM)

Source : ISTEEBU

nécessaires pour permettre les calculs. A titre d'exemple, l'indicateur 1.4.1, intitulé « *Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base* ». Il a été détaillé au niveau national en quatre indicateurs :

- 1.4.1 a. Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée ;
- 1.4.1 b. Taux brut de scolarisation au niveau primaire ;
- 1.4.1 c. Taux brut de scolarisation au niveau secondaire ;
- 1.4.1 d. Proportion de la population ayant accès à une formation sanitaire

Les travaux ont été réalisés en étroite collaboration avec les membres du Comité multisectoriel de suivi des indicateurs de la mise en oeuvre des ODD. Ces derniers ont reçu dans un premier temps des fiches à renseigner sur les indicateurs retenus (voir annexe 1). Ces fiches permettaient de collecter les informations suivantes par indicateur :

- La disponibilité (disponible, non disponible mais peut être calculé, non disponible) ;
- le champ géographique (national, partiel) ;
- La source ;
- La dernière valeur publiée (niveau ensemble) ;
- L'année de publication ;
- La périodicité de production (moins d'un an, un an, deux à cinq ans, 6 à 10 ans, plus de 10 ans, aucune périodicité) ;
- Les variables de ventilation de l'indicateur (sexe, âge, milieu de résidence, groupe de population spécifique etc)
- Les observations.

Une retraite a été organisée à Gitega pour le dépouillement des fiches de collecte et l'établissement de la fiche cartographique de chaque indicateur. Les

membres du comité ont pris part activement à cette retraite et à l'élaboration des fiches cartographiques. La synthèse des travaux est donnée au tableau 5.

Analyse des résultats de la cartographie

Il est relevé dans cette section toutes les constatations relatives au processus de cartographie pour dégager l'étendue de la couverture statistique et tirer les leçons pour une collecte exhaustive des données pour un meilleur suivi et évaluation des indicateurs.

Implication des améliorations sur les indicateurs

Lors de l'analyse des cibles prioritaires, il a été constaté que certaines cibles en rapport avec la réduction de la pauvreté ainsi que la corruption n'ont pas été priorisées alors que ces dernières méritent encore un suivi étant donné qu'elles ne sont pas encore éradiquées. C'est ainsi qu'en plus des cibles de mise en oeuvre et du partenariat, les cibles 1.1 ; 1.2 ; 8.2 et 16.5 ont été ajoutées aux cibles prioritaires.

Suite à l'analyse de la compatibilité des indicateurs priorisés et des indicateurs internationaux, aux cibles additionnelles et aux éclatements réalisés pour certains indicateurs dans le but de respecter certains aspects de désagrégation, le package national est constitué de 173 indicateurs qui, sans tenir compte des éclatements, correspond à 146 indicateurs de la liste internationale.

Tableau 5 : Répartition des indicateurs proposés pour le suivi des indicateurs du package national ODD

No.	Objectifs	Indicateurs additionnels	Indicateurs additionnels proposés pour le suivi	Indicateurs priorités au niveau national	Indicateurs priorités pour le suivi	Indicateurs de mise en oeuvre	Indicateurs sur le partenariat	Total des indicateurs du package national	% des indicateurs par rapport au package national	Total des indicateurs proposés pour le suivi du package national	% indicateurs par rapport au total suivi
		1	2	3	4	5	6	7	8=3/Total 3	9	10=9/Total 9
1	Pas de pauvreté	3	5	10	10	4	0	14	9,90%	19	10,98%
2	Faim Zéro			6	5	4	0	10	5,94%	9	5,20%
3	Bonne santé et bien-être			17	17	6	0	23	16,83%	23	13,29%
4	Éducation de qualité			8	10	3	0	11	7,92%	13	7,51%
5	Egalité entre les sexes			7	6	4	0	11	6,93%	10	5,78%
6	Eau propre et Assainissement			7	2	2	0	9	6,93%	4	2,31%
7	Énergie propre et d'un coût abordable			5	2	2	0	7	4,95%	4	2,31%
8	Travail décent et croissance économique	1	1	3	4	2	0	5	2,97%	7	4,05%
9	Industrie, Innovation et Infrastructures			1	2	3	0	4	0,99%	5	2,89%
10	Inégalités réduites			3	4	3	0	6	2,97%	7	4,05%
11	Villes et communautés durables			2	3	4	0	6	1,98%	7	4,05%
12	Consommation et production responsables			8	6	3	0	11	7,92%	9	5,20%
13	Mesures relatives à lutte contre les changements climatiques			0	3	2	0	2	0,00%	5	2,89%
14	Vie aquatique			4	2	3	0	7	3,96%	5	2,89%
15	Vie terrestre			0	3	3	0	3	0,00%	6	3,47%
16	Paix, justice et Institutions efficaces	2	2	20	11	2	0	22	19,80%	15	8,67%
17	Partenariats pour les ODD					0	25	25	0,00%	25	14,45%
	Total	6	8	101	90	50	25	176	100,00%	173	100,00%

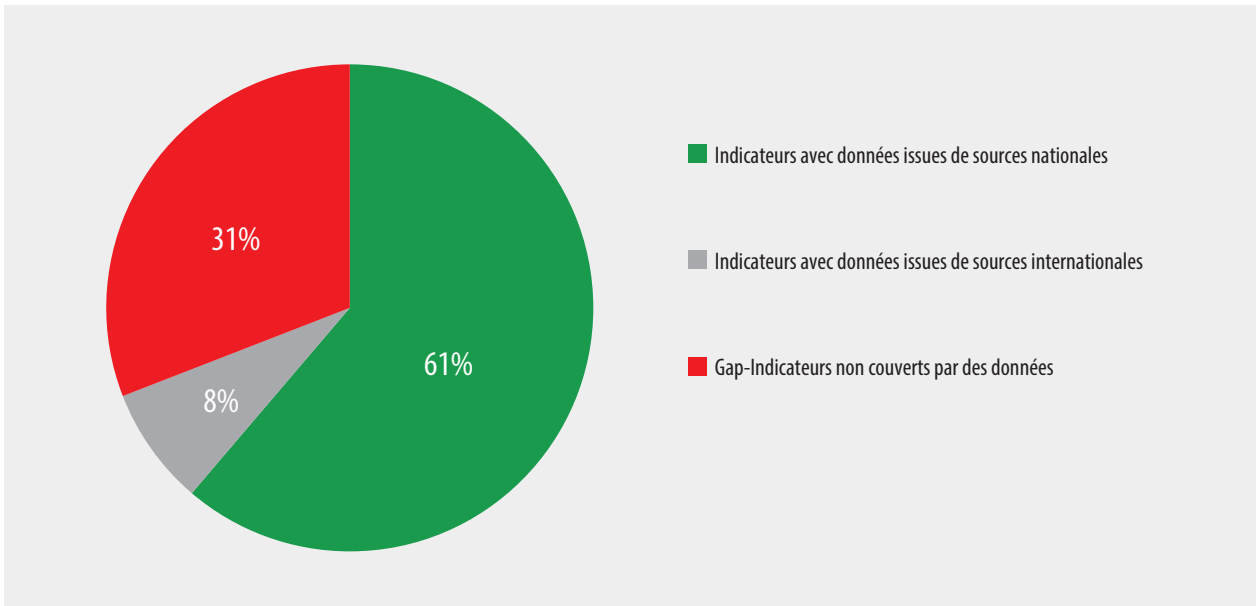
Source : ISTEUBU

Sources de données

Pour arriver à couvrir les indicateurs du package national ODD, plusieurs sources tant nationales qu'internationales, devront être mises à contribution. La

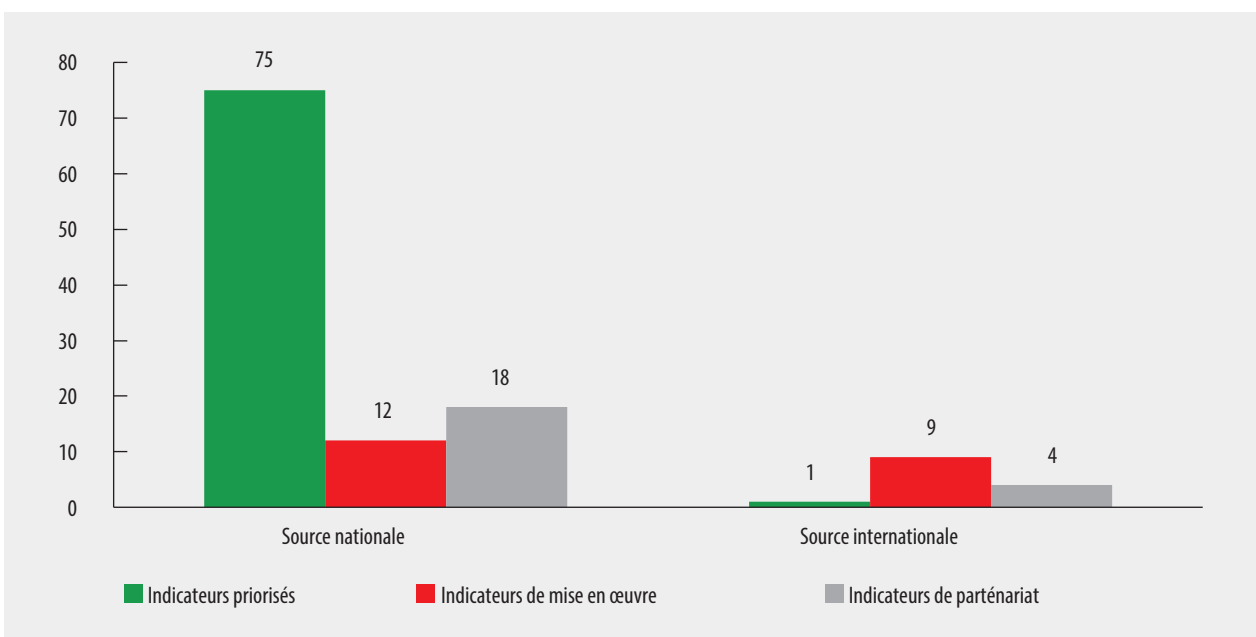
figure 1 présente les deux grandes sources de données statistiques. 8% proviennent des sources internationales et 61% de sources nationales. Le tableau 5 récapitule les sources recensées.

Figure 1 : Répartition des sources de données



Source : ISTEERBU

Figure 2 : Répartition des sources de données en fonction des catégories d'indicateurs



Source : ISTEERBU

Il est important de noter que, pour des données disponibles dans les deux sources, la primauté a été accordée à la source nationale.

Ainsi, la source internationale de données n'a été utilisée qu'en l'absence de données nationales. Il en ressort de l'analyse des catégories d'indicateurs renseignés en fonction des sources, que la source nationale dispose de plus de données tant sur les indicateurs priorisés que de mise en œuvre et de partenariat que la source internationale.

Etendu de la couverture en données du package national ODD

Cette section fait le point sur l'étendue de la couverture statistique. Après une présentation d'ensemble, la section relève les faiblesses de la couverture en cause.

COUVERTURE GLOBALE

Dans le cadre du suivi et évaluation des ODD, la préconisation à chaque nation est de renseigner tous les

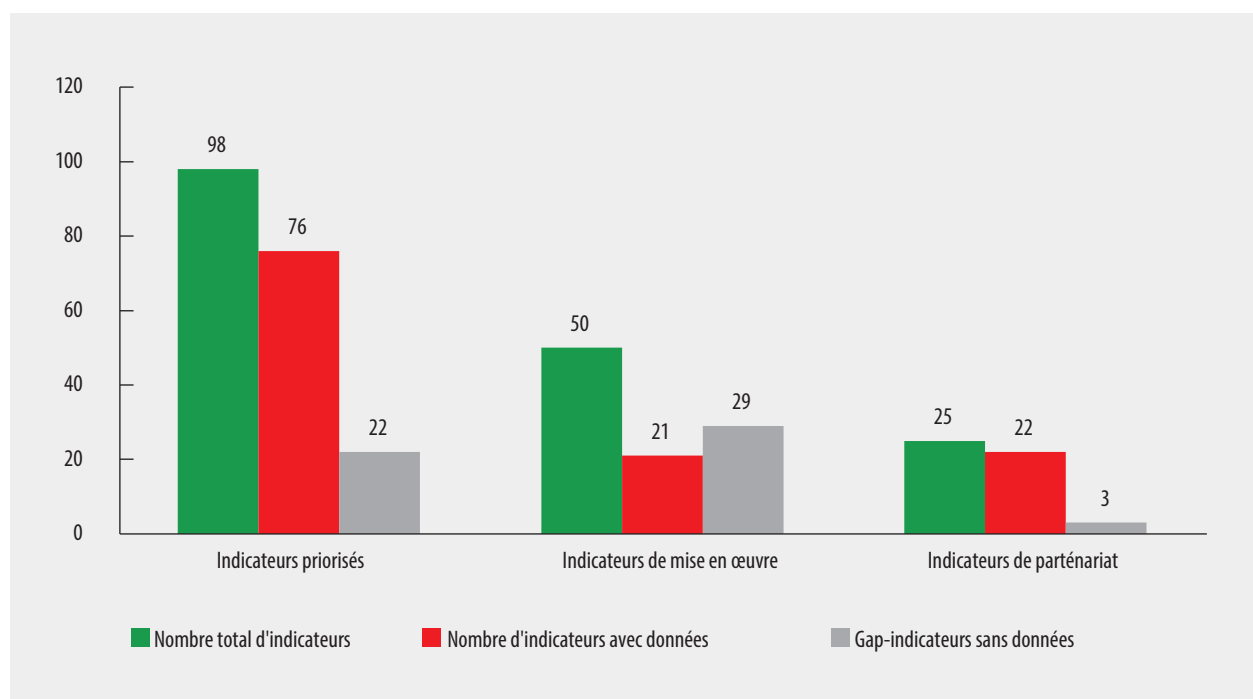
indicateurs de son package national. En ce qui concerne le Burundi, sur les 173 indicateurs du package national, au moins 119 indicateurs sont couverts par des données statistiques de sources diverses, soit une couverture statistique de l'ordre de 68,8% (Fig. 3) tandis que 54 indicateurs n'ont pas de données disponibles pour les renseigner.

La figure 4 présente la couverture globale par ODD. Les ODD 1, 4, 6 et 17 sont couverts à plus de 80%, suivis des ODD 2, 7, et 16 qui sont couverts entre 70 et 80%. Les ODD 3, 5, 9, 10, 11, et 15 ont une couverture comprise entre 50 et 69%, tandis que les ODD 8, 12, 13 et 14 sont les moins couverts avec moins de 50% d'indicateurs couverts en données statistiques.

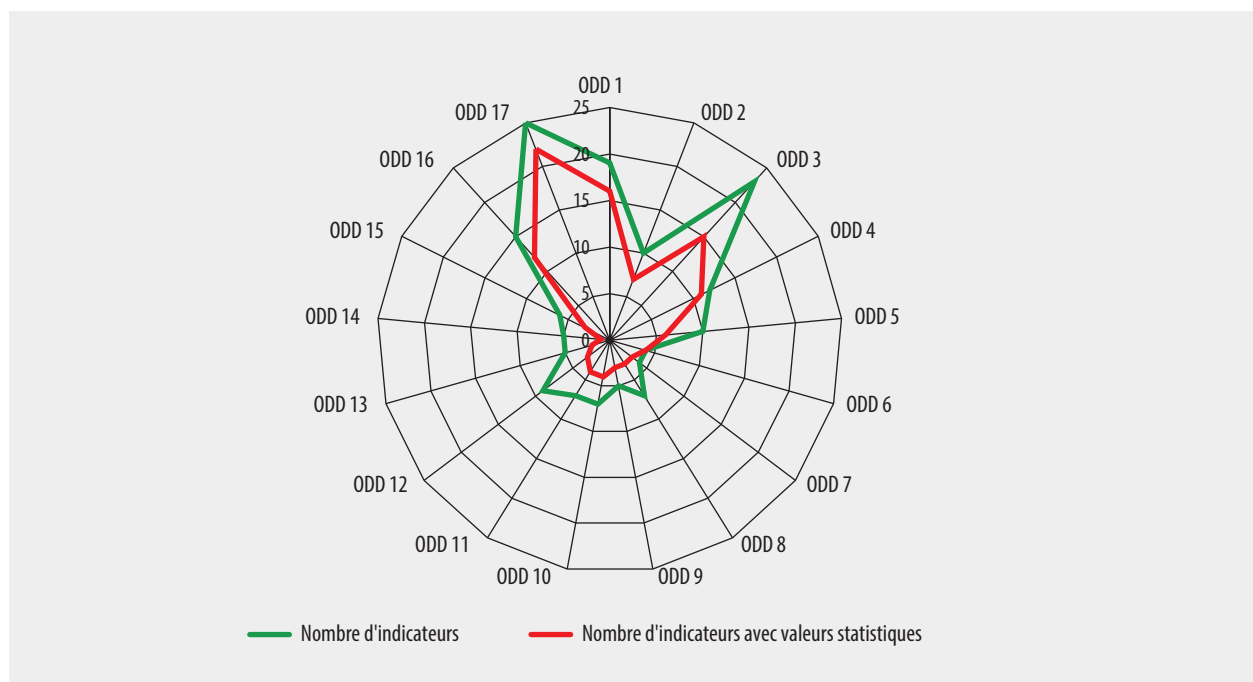
Leçons apprises

D'une manière globale, le constat est que l'appareil statistique burundais (source nationale) est à la hauteur de renseigner plus de 90% des indicateurs pour le suivi de la mise en oeuvre de son package national ODD.

Figure 3 : Répartition des indicateurs pourvus en données statistiques



Source : ISTEERU

Figure 4 : Niveau de couverture des indicateurs

Source : ISTEEDU

Cependant, il y a lieu de relever un certain nombre de faiblesses et/ou limites dans le renseignement de certains indicateurs suite aux problèmes des niveaux de désagrégation très complexes et des classifications non harmonisées aux standards internationaux dans certains domaines. Il est aussi à noter que pour les données de sources administratives, certains domaines manquent cruellement des données de base, notamment le domaine de l'environnement tandis que pour les

données de sources des enquêtes, la fréquence de réalisation de certaines enquêtes périodiques n'est pas du tout respectée suite au manque des moyens financiers. Concernant le financement des activités statistiques, il est à signaler que plus de 75% est financé par les PTF ce qui handicape la production des statistiques à temps.

Le tableau 5 donne la synthèse des travaux de cartographie.

Tableau 6 : Synthèse de la cartographie des indicateurs du package national ODD

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
Objectif 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde				
1.1.1	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international	Effectif de la population vivant avec moins de 1,25 US\$ par jour (mesuré en Parité de pouvoir d'achat -PPA-)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB. Par ailleurs, le programme de comparaison international (PCI) qui fournit l'information en rapport avec la parité du pouvoir d'achat (PPA) devrait être relancé
1.2.1	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	Effectif de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté à l'ensemble de la population rapporté à l'ensemble de la population	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB
1.2.2	Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays			
1.2.2.a		Effectif des hommes âgés de 15 ans et plus vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des hommes âgés de 15 ans et plus	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
1.2.2.b		Effectif des femmes âgées de 15 ans et plus, vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des femmes âgées de 15 ans et plus	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
1.2.2.c		Effectif des enfants âgés de moins de 15 ans, vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des enfants âgés de moins de 15 ans	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
1.3.1	Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale			

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
1.3.1.a		Effectif de la population couverte par une association mutualiste rapporté à l'effectif total de la population	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
1.3.1.b		Effectif de la population qui bénéficie d'une assurance maladie sur l'effectif total de la population	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
1.3.1.c		Effectif de la population qui bénéficie d'une pension rapporté à la population totale	SEP/CNPS, Rapport sur la revue semestrielle, 2017	S'assurer régulièrement que le numérateur est fourni par les associations mutualistes et que les projections démographiques sont à jour.
1.3.1.d		Proportion d'enfants bénéficiant de la gratuité scolaire à l'école fondamentale sur le nombre total d'élèves de l'enseignement fondamental (public et privé) au cours d'une année scolaire	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
1.3.1.e		Nombre de ménages ayant acheté la carte d'assurance maladie (CAM) sur 90% de tous les ménages du Burundi	Non disponible	
1.4.1	Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base			
1.4.1.a		Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée (Rapport entre l'effectif de la population ayant accès à une source d'eau potable améliorée (eau courante de la Regideso, forages, puits à pompe, puits protégés et sources aménagés) sur l'effectif de la population totale)	EDSB-III, 2016-2017	Cet indicateur peut être aussi produit à travers d'autres enquêtes auprès des ménages. Il est alors possible qu'il soit régulièrement mis à jour.
1.4.1.b		Taux brut de scolarisation au niveau primaire (Rapport entre l'effectif des enfants à l'école fondamentale (1ère à 6ème années) sur l'effectif des enfants âgés de 7 à 12 ans)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
1.4.1.c		Taux brut de scolarisation au niveau secondaire (rapport entre l'effectif des enfants au niveau secondaire (7ème à 12ème année) sur l'effectif des enfants âgés de 13 à 19 ans)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
1.4.1.d		Pourcentage de la population située à moins de 30 minutes d'une formation sanitaire publique (Rapport entre l'effectif de la population qui réside à moins de 30 minutes d'une formation sanitaire publique sur l'effectif total de la population)	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
1.4.2	Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de documents légalement authentifiés et qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type d'occupation	Proportion de ménages propriétaires de logement possédant un titre foncier (Rapport entre l'effectif des ménages propriétaires de logement avec titre sur l'effectif de l'ensemble des ménages)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
1. a.1.	Proportion des ressources directement allouées par l'Etat à des programmes de réduction de la pauvreté	L'indicateur n'est pas encore défini		
1. a.2.	Proportion des dépenses publiques affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale)	Déboursement bruts de l'APD totale et autres flux officiels de tous les donateurs au secteur agricole.	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
1.a.3.	Total des subventions et des flux extérieurs non générateurs d'endettement directement alloués aux programmes de réduction de la pauvreté, exprimé en proportion du PIB	L'indicateur n'est pas encore défini au niveau international		L'indicateur manque de métadonnées de référence
1.b.1.	Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, pauvres et vulnérables	L'indicateur n'est pas encore défini au niveau international		L'indicateur manque de métadonnées de référence
Objectif 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable				
2.2.1	2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans	Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (Effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de taille/âge inférieur à moins deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
2.2.2	2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/ taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation)			
2.2.2.a		Taux d'obésité des enfants âgés de moins de 5 ans (rapport entre l'effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de Poids/taille supérieur à plus de deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
2.2.2.b		Taux d'émaciation des enfants âgés de moins de 5 ans (Rapport entre l'effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de Poids/taille inférieur à moins de deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
2.3.1	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière			
2.3.1.a		Productivité du travail agricole (Rapport entre le volume de production agricole sur l'effectif des travailleurs agricoles ou le volume d'heures du travail agricole)	MINAGRI, Enquête nationale agricole du Burundi 2013-2014, juillet 2015 Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La source qui fournit le numérateur est annuelle. Tandis que la périodicité de réédition de l'ECVMB n'est pas définie
2.3.1.b		Productivité du travail pastoral (Rapport entre le volume de production d'élevage sur l'effectif des travailleurs agricoles ou le volume d'heures du travail consacré à l'élevage)	MINAGRI, Enquête nationale agricole du Burundi 2013-2014, juillet 2015 Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La source qui fournit le numérateur est annuelle. Tandis que la périodicité de réédition de l'ECVMB n'est pas définie

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
2.3.2	Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone	Revenu moyen d'un petit producteur alimentaire (Rapport entre la masse de revenus du travail des petits producteurs alimentaires (agriculture, élevage et pêche de subsistance) sur l'effectif total des petits producteurs alimentaires)	Non disponible	
2. a.1.	Indice d'orientation agricole des dépenses publiques	L'indice d'orientation agricole (IOA) est défini comme le budget alloué à l'agriculture divisé par la part de l'agriculture dans le PIB où l'agriculture fait référence à l'agriculture, secteur forestier, de la pêche et de la chasse	Ministère des Finances, lois des finances 2014 ISTEEBU, Comptes économiques 2015	Au numérateur, nous avons la part du budget alloué à l'agriculture prévu dans la loi des finances. Cependant, l'exécution budgétaire peut allouer un pourcentage différent de celui qui est prévu. Le problème qui persiste est l'accès au budget alloué au secteur primaire qui a été réellement exécuté.
2. a.2.	Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole	Total de l'aide publique au développement (APD) allouée à l'agriculture et au développement rural.	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
2.b.1	Estimation du soutien à la production agricole	Ce sont les transferts effectués aux producteurs agricoles exprimés en proportion des recettes agricoles brutes. Les transferts inclus dans le PSE sont composés de soutien du prix du marché, des paiements et des coûts des autres agents économiques.	Ministères des Finances	
2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires	L'indicateur n'est pas encore défini		
Objectif 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges				
3.1.1	Taux de mortalité maternelle	Ratio de mortalité maternelle (Nombre de décès suite à la grossesse, à l'accouchement et au postpartum jusqu'à 42 jours pour 100000 naissances vivantes)	EDSB-III, 2016-2017	Pérennisation et respect de la périodicité des enquêtes démographiques et de santé

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
3.1.2	Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	Pourcentage d'accouchement assisté par un personnel de santé qualifié (Rapport entre le nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié de la santé (médecin, sage-femme, infirmier) et le nombre total de grossesses attendues au cours des 12 derniers mois)	EDSB-III, 2016-2017 MSPLS, Annuaire statistique de la santé, 2016	La source d'enquête assure mieux l'exhaustivité de l'information. Mais sa réédition n'est pas programmée. La source administrative fournit plutôt un indicateur proxy acceptable et annuellement disponible
3.2.1	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (Rapport entre le nombre de décès chez les enfants de 0 à 59 mois et le nombre total de naissances vivantes)	EDSB-III, 2016-2017 Estimations annuelles Inter Agences Nus	La source d'enquête assure mieux l'exhaustivité de l'information. Mais sa réédition n'est pas programmée. La source administrative fournit plutôt un indicateur proxy acceptable et annuellement disponible
3.2.2	Taux de mortalité néonatale	Taux de mortalité néonatale (Nombre de décès chez les nourrissons de moins de 28 jours au cours d'une année rapporté au nombre de naissances vivantes sur la même période)	EDS-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
3.3.1	Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et principaux groupes de population	Incidence du VIH/SIDA chez les adultes 15-49 ans pour 1000 personnes non infectées (Nombre annuel de contaminations sur l'effectif de la population âgée de 15-49 ans qui est non infectée)	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
3.3.2	Incidence de la tuberculose pour 1 000 habitants	Incidence de la tuberculose pour 100000 habitants (L'incidence de la tuberculose est le nombre estimatif des nouveaux cas de tuberculose pulmonaire ou extra-pulmonaire à frottis positif, découlant d'une année donnée, exprimée en taux pour 100 000 habitants)	OMS, rapport sur la lutte contre la tuberculose dans le monde, 2015	Assurer la qualité des données primaires à travers un bon remplissage des registres standard au niveau des FOSA
3.3.3 I	Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	Incidence du paludisme pour 1000 habitants (Le taux d'incidence du paludisme est le rapport entre le nombre de nouveaux cas de paludisme et l'effectif de la population à risque)	MSPLS, Annuaire statistique de la Santé, 2016 OMS, Rapport annuel mondial sur le paludisme, 2016	Assurer la qualité des données primaires à travers un bon remplissage des registres standard au niveau des FOSA

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
3.3.4	Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	Incidence de l'hépatite B pour 100000 habitants (Le taux d'incidence d'hépatite est le rapport entre le nombre de nouveaux cas d'hépatites et l'effectif de la population à risque)	Non disponible	
3.3.5	Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires			
3.3.5.a		Nombre de personnes atteintes d'onchocercose	MSPLS, Annuaire statistique de la Santé, 2016 Base de données du PNIMTNC	Assurer la qualité des données primaires à travers un bon remplissage des registres standard au niveau des FOSA
3.3.5.b		Nombre de personnes âgées de 1-14 ans atteintes de Géo helminthiases	MSPLS, Programme national intégré de lutte contre les maladies tropicales négligées et la cécité (PNILMTNC), Base de données, 2016	Assurer la fréquence et la régularité du dépistage de masse
3.3.5.c		Nombre de personnes âgées de 15 ans et plus atteintes de Géo helminthiases	MSPLS, Programme national intégré de lutte contre les maladies tropicales négligées et la cécité (PNILMTNC), Base de données, 2016	Assurer la fréquence et la régularité du dépistage de masse
3.3.5.d		Nombre de Femmes enceintes (2 ^e & 3 ^e trimestre de grossesse) atteintes de Géo helminthiases	MSPLS, Programme national intégré de lutte contre les maladies tropicales négligées et la cécité (PNILMTNC), Base de données, 2016	Assurer la fréquence et la régularité du dépistage de masse
3.3.5.e		Nombre de personnes atteintes de schistosomiase	MSPLS, Programme national intégré de lutte contre les maladies tropicales négligées et la cécité (PNILMTNC), Base de données, 2016	Assurer la fréquence et la régularité du dépistage de masse
3.7.1	Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale			

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
3.7.1.a		Taux de prévalence contraceptive moderne pour les femmes âgées de 15-49 ans (Nombre de femmes de 15 à 49 ans qui utilisent une méthode contraceptive au cours de l'année concernée rapporté à l'effectif total de femmes âgées de 15 à 49 ans moins le nombre de grossesses attendues au cours de l'année)	EDSB-III, 2016-2017 Ministère de la santé, Annuaire statistique de la Santé, 2016	La source d'enquête assure mieux l'exhaustivité de l'information. Mais sa réédition n'est pas programmée. La source administrative fournit plutôt un indicateur proxy acceptable et annuellement disponible
3.7.1.b		Taux de prévalence contraceptive moderne pour les femmes en unions (Nombre de femmes de 15 à 49 ans en union qui utilisent une méthode contraceptive au cours de l'année concernée rapporté à l'effectif total de femmes âgées de 15 à 49 ans en union moins le nombre de grossesses attendues au cours de l'année)	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS.
3.8.1	Couverture des services de santé essentiels (définie comme la couverture moyenne des services essentiels mesurée à partir des interventions de référence concernant notamment la santé procréative, maternelle, néonatale et infantile, les maladies infectieuses, les maladies non transmissibles, la capacité d'accueil et l'accessibilité des services pour la population en général et les plus défavorisés en particulier)	% d'enfants âgés de 12-23 mois complètement vaccinés (Rapport entre le nombre d'enfants de 12 à 23 mois complètement vaccinés sur l'effectif total des enfants de 12 à 23 mois)	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS
3.8.2	Proportion de la population consacrant une grande part de ses dépenses ou de ses revenus domestiques aux services de soins de santé	Pourcentage des dépenses de consommation des ménages consacré à la santé (Dépenses des ménages liées à la santé au cours d'une année rapportées aux dépenses totales de consommation des ménages au cours de la même année)	MSPLS, Comptes de la santé 2012-2013 Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	Les sources d'enquête assurent mieux l'exhaustivité de l'information. Mais leur réédition n'est pas programmée.

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
3. a.1.	Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les plus de 15 ans (taux comparatifs par âge)	Prévalence normalisée selon l'âge du tabagisme chez les personnes de 18 ans et plus. «Produits de tabac fumé» inclure la consommation de cigarettes, de bidis, de cigares, de pipes, de shisha (pipes à eau), d'articles pour fumeurs à coupe fine (roll-your-own), krekets, et toute autre forme de tabac fumé. «Tabac sans fumée» comprend le tabac à priser humide, le tampon, le tabac à priser crémeux, les dissolvables, le tabac à priser sec, le gul, les feuilles mobiles, les dents rouges poudre, snus, chimo, gutkha, khaini, gudakhu, zarda, quiwam, dohra, tuibur, nasway, naas / naswar, shammah, bétel quid, toombak, pan (quid bétel), iq'mik, mishri, tapkeer, tombol et tout autre produit du tabac qui est reniflé, détenu dans la bouche, ou mâché.	EDSB-III, 2016-2017	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type EDS
3.b.1	Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments et vaccins essentiels à un coût abordable et de façon pérenne	L'indicateur n'est pas encore défini		
3. b.2.	Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base	1. La part des dépenses de la recherche sur le total des dépenses de santé 2. La part des dépenses de santé dans le PIB	MSPLS, Rapport des Comptes de santé	Pouvoir faire l'enquête sur les Comptes de Santé
3.b.3	Proportion des établissements de santé disposant constamment d'un ensemble de médicaments essentiels à un coût abordable	L'indicateur n'est pas encore défini au niveau international		Pas de métadonnées de référence
3.c.1	Densité et répartition du personnel de santé	Le nombre d'habitants par Médecins Le nombre d'habitants par infirmier	MSPLS/Annuaire statistique	
3.d.1	Application du règlement sanitaire international (RSI) et préparation aux urgences sanitaires	Pourcentage d'attributs de 13 capacités de base qui ont été atteints à un moment précis. Les 13 principales capacités sont: (1) la législation nationale, la politique et le financement; (2) la coordination et les communications du point focal national; (3) surveillance; (4) réponse; (5) la préparation; (6) la communication des risques; (7) Ressources humaines; (8) Laboratoire; (9) Points d'entrée; (10) les événements zoonotiques; (11) Sécurité alimentaire; (12)Événements chimiques; (13) Urgences radionucléaires.	MSPLS	

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
Objectif 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie				
4.1.1	Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire; b) en fin de cycle primaire; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe			
4.1.1.a		Proportion d'enfants scolarisés en 3ème et 4ème années de l'école fondamentale (Pourcentage d'enfants scolarisés qui sont en classe de 3ème année et 4ème année de l'école fondamentale au cours d'une année scolaire)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.1.1.b		Proportion d'enfants scolarisés en 6ème année de l'école fondamentale (Pourcentage d'enfants scolarisés qui sont en classe de 6ème année de l'école fondamentale au cours d'une année scolaire.)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.1.1.c		Proportion de jeunes scolarisés en dernière année de l'école fondamentale	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.1.1.d		Taux brut de scolarisation (Rapport entre les effectifs d'élèves scolarisés dans un cycle donné quel que soit leur âge, et la population en âge officiel de scolarisation (7-12 ans pour le primaire, 13-16 ans au 1er cycle d'enseignement secondaire, 17-19 ans pour le 2ème cycle d'enseignement secondaire).)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.1.1.e		Indice de parité aux écoles primaire et secondaire (Rapport entre filles/garçons)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.1.1.f		Taux de redoublement (Rapport entre les redoublants de l'année en cours sur les effectifs des élèves de l'année précédente)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.1.1.g		Taux d'achèvement (Rapport entre l'ensemble des nouveaux admis en dernière année d'un cycle d'enseignement (primaire ou secondaire) et la population ayant l'âge auquel on accède à ce niveau.)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
4.4.1	Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en informatique et en communication, par type de compétence	Proportion de jeunes et d'adultes qui savent utiliser un ordinateur (proportion des personnes ayant utilisé un ordinateur (etc.) en divisant le nombre total de personnes de 15 ans et plus utilisé un ordinateur (tous lieux de connexion confondus) au cours des 12 derniers mois par le nombre total de personnes âgées de 15 ans et plus)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
4.5.1	Indices de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit, à mesure que les données deviennent disponibles) pour tous les indicateurs dans le domaine de l'éducation de cette liste pouvant être ventilés			
4.5.1.a		Indice de parité fille/garçon à l'école fondamentale (rapport entre les effectifs des filles et des garçons qui fréquentent l'école fondamentale au cours d'une année scolaire)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.5.1.b		Indice de parité fille/ garçon à l'école post fondamentale (Rapport entre les effectifs des filles et des garçons qui fréquentent l'école post fondamentale au cours d'une année scolaire)	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4.a.1	Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité; b) l'Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable;	Le pourcentage d'écoles par niveau d'éducation (Pré-scolaire, Fondamental, Post-Secondaire Général, Post-Secondaire Technique) avec accès à l'installation ou au service donné. Les installations ou services visés sont: a) l'électricité; b) l'Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable; f) des installations sanitaires de base séparées pour hommes et femmes; g) des équipements de base pour le lavage des mains	Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education, Annuaire Statistique 2015-2016	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
4. b.1	Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation	Total de l'aide publique au développement (APD) consacrée aux bourses d'études exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen.	Bureau des Bourses d'Etudes et de Stages Bureau des Bourses d'Etudes et de Stages	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
4. c.1	Proportion d'enseignants dans : a) le préscolaire; b) le cycle primaire; c) le premier cycle du secondaire; et d) le deuxième cycle du secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées	Le pourcentage d'enseignants par niveau d'enseignement (pré-primaire, primaire, secondaire inférieur et secondaire supérieur) qui ont reçu une formation pédagogique initiale et continue des enseignants requise pour l'enseignement au niveau approprié dans un pays donné.	Ministère de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	S'assurer de l'exhaustivité de l'information fournie par le secteur éducatif privé
Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles				
5.1.1	Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe	Nombre de textes et de lois votés par le parlement pour la promotion du genre (Décompte des textes et lois votés par le parlement pour la promotion du genre)	Bulletin Officiel du Burundi (Base de données en cours de conception au centre d'études de documentation Juridiques)	Ces textes et lois ne sont pas nécessaire de les vulgariser. Il faut aussi une sensibilisation relative au changement de mentalité.
5.2.1	Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 mois précédents par leur partenaire actuel ou un ancien partenaire, par forme de violence et par âge	Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents (Pourcentage de femmes et filles âgées de 15 ans et plus en couple et qui ont vécu au cours des 12 derniers mois, des violences physiques ou sexuelles)	EDSB-III, 2016-2017	Pérennisation de l'EDS pour assurer la mise à jour de l'indicateur
5.5.1	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales			
5.5.1.a		% de sièges occupés par des femmes au parlement national	Commission Nationale Indépendante (CENI), Rapport des Elections 2015	L'indicateur n'est mis à jour que chaque fois qu'il y a des élections.
5.5.1.b		% de sièges occupés par les femmes dans les administrations locales (Pourcentage d'administrateurs locaux (gouverneur de province, maire de ville, administrateur communal, chef de zone, chef de secteur, chef de bloc de 10 ménages) qui sont des femmes)	Commission Nationale Indépendante (CENI), Rapport des Elections 2015	L'indicateur n'est mis à jour que chaque fois qu'il y a des élections.
5.5.2	Proportion de femmes occupant des postes de direction	Proportion de femmes dans les groupes 11 et 12 de la CIP-08 (pourcentage de femmes ayant un emploi et qui sont directeurs généraux, cadres supérieurs et membres de l'exécutif et des corps législatifs, directeurs de services administratifs et commerciaux)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
5.6.2	Nombre de pays dotés de textes législatifs et réglementaires garantissant aux femmes et aux hommes de 15 ans ou plus un accès équitable et sans restriction aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine	Nombre de lois votées par le parlement pour garantir aux femmes et aux hommes de 15 ou plus un accès équitable et sans restriction aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine	Non disponible	
5. a.1.a	Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit	Cet indicateur est divisé en deux : a) mesure l'incidence des personnes ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur les terres agricoles parmi l'ensemble de la population agricole; tandis que (b) se concentre sur la parité entre les sexes pour mesurer dans quelle mesure les femmes sont désavantagées en ce qui concerne la propriété ou les droits sur les terres agricoles.	Non disponible	
5.a.2	Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres	La définition précise de cet indicateur est la suivante: «Le cadre légal comprend des mesures spéciales pour garantir l'égalité des droits des femmes à la propriété foncière et au contrôle». L'indicateur surveille les réformes qui donnent aux femmes des droits égaux aux ressources économiques, ainsi que l'accès à la propriété et au contrôle de la terre. Plus précisément, l'indicateur permet de suivre les progrès vers l'équité entre les sexes grâce à l'adoption de mesures spécifiques aux femmes pour promouvoir les droits sécurisés des femmes à la terre.	Ministère des Droits de la Personne Humaine et du genre	
5. b.1	Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe	Cet indicateur est défini comme la «proportion de personnes possédant un téléphone mobile, par sexe». Un particulier est propriétaire d'un téléphone cellulaire mobile s'il dispose d'un téléphone portable avec au moins une carte SIM active à usage personnel. Les téléphones cellulaires mobiles fournis par les employeurs qui peuvent être utilisés pour des raisons personnelles (faire des appels personnels, accéder à Internet, etc.) sont inclus. Les personnes qui n'ont que des cartes SIM actives et non un appareil de téléphonie mobile sont exclues. Les personnes qui possèdent un téléphone portable à usage personnel qui n'est pas enregistré sous son nom sont également inclus.	EDSB-III, 2016-2017	Pérennisation de l'EDS ou tout autre enquête auprès des ménages qui prend en compte cette variable, pour assurer la mise à jour de l'indicateur

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
5.c.1	Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes	Cet indicateur vise à mesurer les efforts du gouvernement pour suivre les allocations budgétaires et les dépenses réelles pour l'égalité des sexes tout au long du cycle de gestion des finances publiques et de les rendre publiques. Les systèmes de suivi des allocations budgétaires et des dépenses constituent un premier pas important vers la réduction des écarts entre les sexes. Le système devrait être dirigé par le ministère des Finances en collaboration avec les ministères sectoriels et les mécanismes nationaux des femmes et supervisé par un organe approprié tel que le Parlement ou les auditeurs publics.	Ministère du Droit de la personne humaine et du genre	
Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau				
6.1.1	Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	Pourcentage de la population alimentée en eau potable en branchement privé (%)	Rapport de l'Enquête sur les conditions de vie des ménages burundais 2013-2014, page 30	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
6.2.1	Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon	Pourcentage de ménages disposant d'un lieu d'aisance convenable (WC avec chasse d'eau et WC extérieur privé) et latrines améliorées	Ministère de l'Energie et Mines, Enquête Nationale Hygiène et Assainissement de Base (ENHAB) 2014 EDSB-III, 2016-2017 Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur résulte des enquêtes dont la pérennisation n'est pas assurée

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
6.a.1	Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics	La «coopération internationale et le soutien au renforcement des capacités» impliquent une aide (la plus grande partie quantifiable) sous forme de subventions ou de prêts par des agences de soutien externes. Le montant de l'aide publique au développement (APD) liée à l'eau et à l'assainissement peut être utilisé comme une approximation pour cela, saisi par le Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Conscient que le rôle de l'APD dans la coopération internationale évolue et qu'un large éventail de parties prenantes participe à la «coopération internationale et au renforcement des capacités». L'aide publique au développement (APD) est définie comme les flux de financement public administrés avec la promotion du développement économique et du bien-être des pays en développement comme objectif principal, et qui ont un caractère concessionnel avec un élément de subvention d'au moins 25% (en utilisant un taux fixe de remise de 10 pour cent). Par convention, les flux d'APD comprennent les contributions des organismes gouvernementaux donateurs, à tous les niveaux, aux pays en développement («APD bilatérale») et aux institutions multilatérales.	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
6.b.1	Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement	Cet indicateur s'appuie sur des données déjà collectées régulièrement par UN-Water GLAAS sur la présence, au niveau national, de procédures clairement définies dans les lois ou les politiques de participation des utilisateurs de services. Cet indicateur s'appuiera également sur les données collectées pour l'état de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans la cible 6.5 des ODD, en particulier sur la présence de structures formelles d'acteurs établies au niveau du sous bassin versant. En raison de ce qui précède, il est prévu que cet indicateur évoluera et sera davantage qualifié pendant la période SDG, se concentrant d'abord sur l'assainissement, l'eau potable et l'hygiène, puis sur la gestion des ressources en eau.	Ministère de l'énergie et mines	

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable				
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	Proportion de la population ayant accès à l'électricité, au groupe électrogène ou à l'énergie solaire	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 REGIDESO, base de données des abonnés Agence Burundaise d'Electrification Rurale (ABER): Base de données des abonnés	L'indicateur n'est pas exhaustif. En effet, il ne prend pas en compte les autres sources d'énergies utilisées pour l'éclairage des ménages notamment (énergie éolienne, la biomasse, etc...)
7.1.2	Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres	Proportion de ménages possédant au moins un équipement ou un engin dont le fonctionnement requiert l'utilisation du carburant ou des énergies propres (Pourcentage de ménages possédant des équipements électroménagers et des moyens de transports motorisés utilisant du carburant ou des énergies propres (solaire photovoltaïque, solaire thermique, hydroélectricité, éolienne, biomasse, géothermie)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	Au niveau de l'ECVMB, la liste des équipements et des moyens de transport cités n'est pas exhaustive. En plus, aucune question n'a été posée sur l'énergie qui est utilisée pour faire fonctionner ces équipements.
7. a.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars	Montant mobilisé dans le cadre d'aider les pays en développement	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
7.b.1	Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable	L'indicateur n'est pas encore défini		
Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous				
8.1.1	Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant	Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant	Comptes Economiques du Burundi 2014 publié en 2016	La qualité de l'indicateur dépend de celle des estimations des PIB
8.2.1	Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi	Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi	Non disponible	

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles, par sexe	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles (Pourcentage d'actifs occupés exerçant des emplois informels (absence de cotisation à la sécurité sociale, de congés annuels payés ou de congés de maladie payées) dans le secteur non agricole)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête du type ECVMB
8.9.1	PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total et en taux de croissance			
8.9.1.a		Contribution du tourisme au PIB total (%)		Non disponible
8.9.1.b		Taux de croissance de la contribution du tourisme dans le PIB total		Non disponible
8. a.1	Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce	Total des décaissements d'aide publique au développement (APD) pouvant être considérés comme des aides au commerce. Le montant est exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique au taux de change annuel moyen	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
8. b.1	Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB	Cet indicateur représente le total des dépenses publiques consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi exprimés en pourcentage du budget national et du produit intérieur brut (PIB). Il comprend également le taux de couverture de la négociation collective, qui est calculé comme le pourcentage d'employés dont les conditions d'emploi sont déterminées par une ou plusieurs conventions collectives. Une négociation collective d'accord se réfère à «tous les accords écrits concernant les conditions de travail et les conditions d'emploi conclu entre un employeur, un groupe d'employeurs ou une ou plusieurs organisations d'employeurs, d'une part, et une ou plusieurs organisations de travailleurs représentatives d'autre part»(Conventions collectives du BIT Recommandation, 1951).	Ministère de Fonction publique, de l'emploi et du Travail	
Objectif 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation				
9.1.1	Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année	Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route bitumée	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une enquête auprès des ménages selon un dispositif permanent:

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
9.3.1	Proportion des petites entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie	Proportion des petites et micro entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie	Non disponible	
9. a.1	Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures	Total de l'aide publique au développement (APD) totale liée à l'infrastructure économique (code de but 200). Données exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen.	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
9. b.1	Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie	La classification de l'industrie en fonction de l'intensité technologique est fondée sur l'absorption de la RD dans la production manufacturière. Plus la part des dépenses de R & D est élevée, plus le niveau d'intensité technologique est élevé. Les secteurs MHT sont classés au niveau à trois chiffres de la CITI. L'indicateur ci-dessus est calculé comme la relation entre la somme de la valeur ajoutée de MHT et la valeur ajoutée totale de la fabrication.	Non disponible	
9. c.1	Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie	Le pourcentage de la population couverte par un réseau mobile, ventilé par technologie, fait référence au pourcentage d'habitants vivant à portée d'un signal cellulaire mobile, qu'ils soient ou non abonnés à la téléphonie mobile ou utilisateurs. Ceci est calculé en divisant le nombre d'habitants à portée d'un signal cellulaire mobile par la population totale et en multipliant par 100. L'indicateur est basé sur où vit la population, et non où ils travaillent ou vont à l'école, etc. Si plusieurs opérateurs offrent le service, le nombre maximal de personnes couvertes doit être indiqué. La couverture devrait faire référence aux technologies cellulaires mobiles à large bande (3G et plus) et à bande étroite (2G)	ARCT, rapport annuel des indicateurs des TIC, 2015	S'assurer de la mise à jour des données administratives qui servent à calculer l'indicateur
Objectif 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein				
10.1.1	Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population			
10.1.1.a		Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour les 40% des plus pauvres de la population.	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 ; Enquête QUIBB 2006	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une enquête auprès des ménages selon un dispositif permanent

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
10.1.1.b		Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour l'ensemble de la population	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 Enquête QUIBB 2006	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une enquête auprès des ménages selon un dispositif permanent
10.2.1	Proportion de personnes vivant avec un revenu de plus de 50 % inférieur au revenu moyen, par âge, sexe et handicap	Proportion des personnes dont la dépense par tête est inférieure à la moitié de la dépense médiane par tête	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une enquête auprès des ménages selon un dispositif permanent
10.4.1	Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux	Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux (Ratio entre le coût du travail (rémunération, avantage et prime) et le PIB total)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 Comptes Nationaux, 2014	La production de l'indicateur dépend de la réédition de l'enquête ECVMB et de la production à temps des comptes nationaux.
10.a.1	Proportion de lignes tarifaires concernées par les importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement bénéficiant d'une franchise de droits			
10.b.1	Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres)	Les flux totaux de ressources pour le développement, par pays bénéficiaire et donateur, et le type de flux comprennent l'aide publique au développement (APD), les autres flux officiels (OOF) et les flux privés.	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
10. c.1	Coûts des envois de fonds en proportion du montant transféré	Les frais payés, y compris les coûts indirects pour les taux de change gonflés, divisés par le montant remis.	BRB	
Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables				
11.1.1	Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats	Proportion de la population urbaine vivant dans des logements inadéquats (Pourcentage de la population vivant en milieu urbain dans des logements ayant à la fois des matériaux du mur, du sol et du toit naturels ou rudimentaires. Pour le mur (pas de mur, bambou, canne, palme, tronc, terre, bambou avec boue, pierres avec boue, adobe non recouvert, contre-plaqué, bois de récupération); pour le sol (terre, sable, bouse, planches en bois, palmes, bambou); pour le toit (pas de toit, chaumes, palmes, feuilles, mottes de terre, nattes, bambou, palme, planche en bois, carton, sheeting))	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une enquête auprès des ménages selon un dispositif permanent

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
11.2.1	Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par groupe d'âge, sexe et type de handicap	Proportion de la population se trouvant à moins de 15 minutes d'un point de transport en commun (bus, taxi, touktouk ou tricyclomoteur pour taxi)	Non disponible	
11.4.1	Dépenses totales (publiques et privées) par habitant consacrées à la préservation, à la protection et à la conservation de l'ensemble du patrimoine culturel et naturel, par type de patrimoine (culturel, naturel, mixte, inscrit au patrimoine mondial), niveau d'administration (national, régional et local/municipal), type de dépense (dépenses de fonctionnement/ investissement) et type de financement privé (dons en nature, secteur privé à but non lucratif, parrainage)	Dépenses publiques totales par habitant consacrées à la préservation, à la protection et à la conservation de l'ensemble du patrimoine culturel et naturel (US dollars)	Ministère des Finances, Rapport d'exécution budgétaire, 2016	Collecter régulièrement les données sur les dépenses liées à la protection et à la conservation de l'ensemble du patrimoine culturel et naturel
11.a.1	Proportion d'habitants vivant dans des villes qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux tenant compte des projections démographiques et des ressources nécessaires, par taille de la ville	L'indicateur n'est pas encore défini		
11.b.1	Proportion d'administrations locales adoptant et mettant en œuvre des stratégies locales de réduction des risques conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)	Stratégies locales de RRC conformes au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030: stratégies et plans locaux de réduction des risques de catastrophe, avec des objectifs, des indicateurs et des calendriers différents, visant à prévenir la création de risques, la réduction des risques existants et le renforcement de la résilience économique, sociale, sanitaire et environnementale (cadre de Sendai, para27 (b)). Remarque: les stratégies de RRC doivent être basées sur des informations et des évaluations des risques.	Ministère de la Sécurité Publique	-
11. b.2	Nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe	Administration locale: Forme de l'administration publique au niveau le plus bas de l'administration dans un État donné, qui agit généralement dans le cadre des pouvoirs qui leur sont délégués par la législation ou les directives du niveau supérieur de gouvernement	Ministère de la Sécurité Publique	

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
11.c.1	Proportion de l'assistance financière allouée aux pays les moins avancés qui est consacrée à la construction de bâtiments durables, résilients et économes en ressources et à la remise à niveau d'anciens bâtiments, en utilisant des matériaux locaux	Aide publique au développement (APD) totale aux sous-secteurs de la construction (code d'application 32310) et de l'aménagement et de la gestion urbains (code 43030) dans les pays les moins avancés. Données exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
Objectif 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables				
12.2.1	Empreinte matérielle, empreinte matérielle par habitant et empreinte matérielle par unité de PIB	Taux de couverture forestière (Rapport entre la surface totale occupée par les forêts naturelles et plantées et la superficie nationale)	Annuaire statistique, 2016	S'assurer de la mise à jour des données administratives qui servent à calculer l'indicateur
12.2.2	Consommation matérielle nationale, consommation matérielle nationale par habitant et consommation matérielle nationale par unité de PIB	Taux de déboisement (Pourcentage d'aire des forêts dont les arbres sont coupés)	Annuaire statistique, 2017	Collecter les données relatives aux superficies déboisées/reboisées au cours d'une année
12.4.1	Nombre de parties aux accords internationaux multilatéraux sur l'environnement relatifs aux substances chimiques et autres déchets dangereux ayant satisfait à leurs engagements et obligations en communiquant les informations requises par chaque accord	Nombres de rapports et documents produits sur la mise en œuvre des accords internationaux multilatéraux sur l'environnement relatifs aux substances chimiques et autres déchets dangereux	Non disponible	
12.5.1	Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés			
12.5.1.a		Pourcentage des déchets biomédicaux traités (Rapport entre la quantité de déchets biomédicaux traités sur la quantité totale des déchets biomédicaux)	Non disponible	
12.5.1.b		Pourcentage des villes de plus de 25 000 habitants qui disposent d'un site de dépôt de déchets adéquat	Non disponible	
12.6.1	Nombre de sociétés publiant des rapports sur la viabilité	Nombre de sociétés publiant des rapports sur la viabilité (Nombre d'entreprises ayant des certificats d'études d'impact environnemental)	Registre des certificats d'études d'impact environnemental délivrés par le Ministère en charge de l'environnement, 2016	S'assurer de l'exhaustivité des entreprises nécessitant la publication des informations sur leur viabilité

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
12.a.1	Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de R-D consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles	L'indicateur n'est pas encore défini		
12.b.1	Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus d'un commun accord	L'indicateur n'est pas encore défini		
12.c.1	Montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles	L'indicateur n'est pas encore défini		
Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions				
13.1.1	Nombre de personnes décédées, disparues ou directement touchées lors de catastrophes, pour 100 000 personnes	Nombre de personnes décédées, disparues ou directement touchées lors de catastrophes au cours des 12 derniers mois pour 100000 personnes	Non disponible	
13.2.1	Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/ une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques,	Nombre de communications nationales élaborées sur la mise en œuvre de la politique visant à améliorer les changements climatiques	Ministère en charge de l'environnement, Communication nationale 2010	Les communications nationales sont quinquennales et dépendent de la disponibilité des financements ; toutefois, les délais ne sont pas régulièrement respectés
13.3.2	Nombre de pays ayant fait état du renforcement de leurs capacités institutionnelles, systémiques et individuelles pour favoriser les mesures d'adaptation et d'atténuation, le transfert de technologie et les activités en faveur du développement	Nombre de rapports d'ateliers sur le renforcement de capacités pour le suivi des questions de l'environnement ou des changements climatiques	Ministère de l'Environnement; Rapport annuel d'activités, 2016	S'assurer de la régularité de la production du rapport annuel d'activités du Ministère
13.a.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars	L'indicateur n'est pas encore défini		

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
13.b.1	Nombre de pays les moins avancés et de petits États insulaires en développement recevant un appui spécialisé aux fins de la mise en place de moyens efficaces de planification et de gestion face aux changements climatiques,	Nombre de pays les moins avancés bénéficiant d'un soutien spécialisé pour renforcer leurs capacités en matière de planification et de gestion du changement climatique, notamment en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes, les communautés locales et marginalisées	Ministère de l'environnement	-
Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable				
14.4.1	Niveau du stock de poissons (Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable)	L'indicateur mesure la durabilité de la pêche. Un stock de poisson dont l'abondance est égale ou supérieure au niveau, qui peut produire le rendement maximal durable (RMD) est classé comme biologiquement durable. En revanche, lorsque l'abondance est inférieure au niveau RMD, le stock est considéré biologiquement insoutenable.	Ministère de l'Environnement	Non disponible
14.7.1	Pourcentage du PIB représenté par la pêche durable dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et tous les pays	Part de la pêche dans le PIB	ISTEEBU, Comptes nationaux	
14.a.1	Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines	Pas encore défini au niveau international		Pas de métadonnées de référence
14.b.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs	Pas encore défini au niveau international		Pas de métadonnées de référence
14.c.1	Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et la mise en œuvre, au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels, des instruments relatifs aux océans visant à donner effet aux dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui concernent la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources	Pas encore défini au niveau international		Pas de métadonnées de référence

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité				
15.3.1	Surface des terres dégradées, en proportion de la surface terrestre	Surface des zones dégradées, en proportion de la surface terrestre (Proportion de la Surface des zones dégradées (toutes causes confondues) sur la superficie totale du territoire)	Non disponible	
15.4.1	Sites importants pour la biodiversité des montagnes qui se trouvent dans des aires protégées	Proportion de la superficie des écosystèmes naturels montagneux qui se trouvent dans les aires protégées (Rapport entre la superficie des écosystèmes naturels montagneux qui se trouvent dans les aires protégées et la superficie totale des écosystèmes naturels montagneux)	OBPE, Rapport annuel de la Direction des Forêts, 2012	L'actualisation de l'indicateur doit être examinée dans les futurs rapports
15.7.1	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages (Valeur de vente dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages obtenues par braconnage ou trafic illicite rapportée à la valeur totale de vente dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages)	Non disponible	
15.a.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes	Total des engagements de l'aide publique au développement (APD) pour le secteur forestier (code de mission 312). Données exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen	OCDE	Exhaustivité dans la collecte de données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
15.b.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes	Total des engagements de l'aide publique au développement (APD) pour le secteur forestier (code de mission 312). Données exprimées en dollars américains au taux de change annuel moyen	OCDE	Exhaustivité dans la collecte des données en rapports avec les appuis publics extérieurs, ainsi que l'harmonisation des classifications des secteurs
15.c.1	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages	L'indicateur n'est pas encore défini		
Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes				
16.1.1.	Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100.000 habitants, par sexe et âge	Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100 000 habitants au cours des 12 mois précédents	MSP, Rapport annuel 2016	Mise à jour et exhaustivité des données administratives

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
16.1.2.	Nombre de décès liés à des conflits pour 100.000 habitants (par sexe, âge et cause)	Nombre de décès liés à des conflits pour 100000 habitants	Non disponible	
16.1.3	Proportion de la population victime de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents	Proportion de la population victime de violences d'ordre criminel au cours des 12 derniers mois	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB
16.1.4.	Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente par des risques	Rapport entre l'effectif des personnes qui considèrent qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence sur l'effectif total de la population	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
16.3.1	Proportion des personnes victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	Proportion des personnes victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB
16.3.2	Proportion de la population carcérale en instance de jugement	Proportion d'arriérés judiciaires dans les différentes juridictions (Rapport entre le nombre de personnes détenues en prison sans jugement sur le nombre total de prisonniers)	Ministère de la Justice; Annuaire statistique 2016	S'assurer de la mise à jour régulière de la source de données
16.4.1	Valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants (en dollars des États-Unis courants)	Valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants (en dollars des États-Unis courants)	Non disponible	
16.4.2	Proportion des armes saisies, trouvées ou rendues volontairement dont la provenance ou l'utilisation illicite a été retracée ou établie par des autorités compétentes, conformément aux instruments internationaux	Nombre d'armes saisies, trouvées ou rendues volontairement dont la provenance ou l'utilisation illicite a été retracée ou établie par des autorités compétentes au cours des 12 dernier mois	MSP, Annuaire statistique 2016	L'exhaustivité des données de source administrative
16.5.1	Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	Proportion de personnes ayant eu au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
16.5.2.	Proportion d'entreprise ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	Proportion de la population qui considère que la corruption est importante	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
16.6.1.	Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé, par secteur (ou autre similaire)	Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé	Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation: rapport sur l'exécution du budget de l'Etat de 2016	S'assurer de la production régulière du rapport d'exécution budgétaire
16.6.2.	Proportion de la population dont la dernière expérience, avec les services publics a été satisfaisante	Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante.	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB.
16.9.1.	Proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrés par une autorité d'état civil, par âge	Proportion d'enfants de moins de 5 ans possédant un acte de naissance (Rapport entre l'effectif d'enfants de moins de 5 ans possédant un acte de naissance sur l'ensemble des enfants âgés de moins de 5 ans)	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête de type ECVMB
16.a.1.	Existence d'institutions nationales indépendantes des droits de l'homme, conformément aux principes de Paris	Cet indicateur mesure la proportion de pays qui ont une indépendance internationale reconnue (INDH) sur la base des règles de procédure du Comité international de coordination des institutions nationales (CCI).	Ministère du Droit de la personne humaine et du genre	-
16.b.1.	Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de le harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme	Cet indicateur mesure la proportion de pays qui ont une indépendance internationale reconnue (INDH) sur la base des règles de procédure du Comité international de coordination des institutions nationales (CCI).	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La mise à jour de l'indicateur est conditionnée par la réalisation d'une nouvelle enquête sur la Gouvernance, Paix et Sécurité
Objectif 17 : Revitaliser le partenariat mondial au service du développement soutenable et renforcer les moyens de ce partenariat				
17.1.1	Total des recettes publiques en proportion du PIB			
17.1.1.a	Total des recettes publiques en proportion du PIB	Total des recettes publiques en proportion du PIB	OBR, base de données OBR Comptes nationaux	Se rassurer de la régularité du calcul du PIB et de l'exhaustivité des données sur les recettes publiques

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
17.1.1.b	Total des recettes publiques internes en proportion du PIB	Total des recettes publiques internes en proportion du PIB	OBR, base de données OBR Comptes nationaux	Se rassurer de la régularité du calcul du PIB et de l'exhaustivité des données sur les recettes publiques
17.1.1.c	Total des recettes publiques douanières en proportion du PIB	Total des recettes publiques douanières en proportion du PIB	OBR, base de données OBR Comptes nationaux	Se rassurer de la régularité du calcul du PIB et de l'exhaustivité des données sur les recettes publiques
17.1.2	Proportion du budget national financé par les impôts nationaux	Proportion du budget général de l'Etat financé par ressources propres	Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation: loi budgétaire 2016	S'assurer de la production régulière de la loi des finances
17.2.1	Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE en proportion du budget national	Total de l'aide publique reçue de la part des pays de l'OCDE par rapport au budget national exprimé en pourcentage	Base de données de l'OCDE Loi budgétaire de 2015	Se rassurer de l'exhaustivité des données sur les aides publiques
17.3.1	Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total	Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total	CNCA, Rapport sur les flux d'aide publique au développement, 2014-2015 BRB, Rapport annuel 2016 pour les IDE MFBP, Loi budgétaire 2015	S'assurer de l'exhaustivité de l'information collectée et ainsi que de la collaboration étroite entre les producteurs des données
17.3.2	Volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total	Volume des envois de fonds (en dollars des États-Unis) du reste du monde en proportion du PIB total	Comptes économiques du Burundi, 2014 Base de données de la Banque de la République du Burundi	S'assurer de l'amélioration des systèmes de collecte et de contrôle des données sur les transferts de fonds en provenance de l'étranger
17.4.1	Service de la dette en proportion des exportations de biens et services			
17.4.1.a	Service de la dette extérieure en proportion des exportations de biens et services	Service de la dette extérieure en proportion des exportations de biens et services	Banque de la République du Burundi, base de données financières	S'assurer de la mise à jour régulière de la source de données
17.4.1.b	Service de la dette intérieure en proportion des exportations de biens et services	Service de la dette intérieure en proportion des exportations de biens et services	Banque de la République du Burundi, base de données financières	S'assurer de la mise à jour régulière de la source de données

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
17.5.1	Nombre de pays qui adoptent et mettent en oeuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés	Non disponible		L'indicateur n'est pas encore défini au niveau international
17.6.1	Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération	Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération	Ministère des Relations extérieures et de la coopération, rapport annuel 2016 ; CNCA, Rapport sur les flux d'aide publique au développement, 2015	S'assurer de la centralisation de tous les accords et programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération. Il est à noter que le chiffre fourni est sous-estimé étant donné que les mécanismes de centralisation de ces accords ne sont pas établis.
17.6.2	Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion	Abonnées à une desserte internet à large bande par 100 habitants (Un accès à vitesse élevée est un accès à 256 kbit/s ou davantage)	ARCT, rapport annuel sur les indicateurs TIC, 2016	S'assurer de la mise à jour des données administratives qui servent à calculer l'indicateur
17.7.1	Montant total des financements approuvés pour les pays en développement aux fins de la promotion de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement	Non disponible		L'indicateur n'est pas encore défini au niveau international
17.8.1	Proportion de la population utilisant Internet au cours des 12 derniers mois	Rapport entre l'effectif de la population âgée de 5 ans et plus ayant utilisé l'internet au cours des 12 derniers mois et l'effectif total de la population âgée de 5 ans et plus	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 ARCT, rapport annuel sur les indicateurs TIC Opérateurs Fournisseurs d'Accès Internet (FAI)	

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
17.9.1	Valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement	Aide publique au développement (APD) aux pays figurant sur la Liste des bénéficiaires de l'APD du CAD	Base de données de l'OCDE	Se rassurer de l'exhaustivité des données sur les aides publiques
17.10.1	Moyenne pondérée des taux de droits de douane	Valeur en pourcentage des tarifs moyens pondérés appliqués aux importations de marchandises dans le chapitre 01-97 du SH.	WDI, Banque Mondiale	Il s'agit des estimations de la Banque Mondiale
17.11.1	Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales	Cet indicateur fournit la part du Burundi dans les exportations mondiales des biens et services. Il est calculé en faisant le rapport entre le total des exportations des B&S du Burundi et le total des exportations des B&S du monde	WDI, Banque Mondiale	
	Part du Burundi dans les exportations mondiales des Biens et services	Cet indicateur fournit la part du Burundi dans les exportations mondiales des biens et services. Il est calculé en faisant le rapport entre le total des exportations des B&S du Burundi et le total des exportations des B&S du monde	WDI, Banque Mondiale	
17.12.1	Droits de douane moyens appliqués aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement	Valeur en pourcentage des tarifs moyens simples appliqués aux importations de marchandises dans le chapitre 01-97 du SH.	WDI, Banque Mondiale	Il s'agit des estimations de la Banque Mondiale
17.13.1	Tableau de bord macroéconomique	Tableau de bord macroéconomique	Ministère des finances, tableau de bord macroéconomique, 2016	S'assurer de la mise à jour des données administratives qui servent à calculer l'indicateur
17.14.1	Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable	L'indicateur n'est pas encore défini au niveau international		
17.15.1	Recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays	L'indicateur n'est pas encore défini au niveau international		

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
17.16.1	Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable	L'indicateur suit le nombre de pays faisant état de progrès dans les cadres de suivi multipartites qui suivent une coopération au développement efficace, afin de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).	Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan, Rapport national de priorisation des ODD	L'indicateur consiste à confirmer que le pays concerné fait les rapports sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD
17.17.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées aux partenariats public-privé et aux partenariats avec la société civile	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées au partenariat public-privé et au partenariat avec la société civile	Secrétariat exécutif permanent du Dialogue PPP. Rapport annuel 2016	L'indicateur dépendra de la disponibilité des données sur les organisations de la société civile (OSC)
17.18.1	Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle	C'est la proportion des indicateurs que le pays est capable de renseigner par rapport à la liste mondiale des indicateurs	L'Institut de Statistique et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), Rapport de la cartographie	S'assurer de l'exhaustivité dans la désagrégation des indicateurs et mettre en place des mécanismes pour renseigner les indicateurs non disponibles
17.18.2	Nombre de pays dotés d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle	Document de la loi statistique	ISTEEBU, loi statistique, 2007	L'indicateur est de source administrative. La loi statistique reste inchangée pendant longtemps.
17.18.3	Nombre de pays ayant un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en œuvre, par source de financement	L'indicateur fait référence au nombre de pays dotés d'un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en œuvre, par source de financement	ISTEEBU, Stratégie Nationale de Développement de la Statistique de 2016 à 2010	S'assurer de la mise en œuvre de la stratégie
17.19.1	Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement	Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques du système statistique national (SSN)	Country report on support to statistics (CRESS), 2016	S'assurer de la production régulière du rapport sur les appuis à la statistique
17.19.2	Proportion de pays qui a) ont procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) ont atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 %			
17.19.2.a		Pays ayant procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années	ISTEEBU, Rapports d'analyse du RGPH 2008	L'indicateur reste constant jusqu'au prochain RGPH

No.	ODD et indicateurs	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Source	Observations
17.19.2.b		Taux d'enregistrement des naissances au cours des 12 derniers mois	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014	La fréquence de production de l'indicateur est conditionnée par la réédition de l'enquête
17.19.2.c		Taux d'enregistrement des décès au cours des 12 derniers mois	Non disponible	

CHAPITRE 2 : NIVEAUX DE RÉFÉRENCE DES INDICATEURS DU PACKAGE NATIONAL ODD

Lors de la célébration de la Journée mondiale de la statistique le 20 octobre 2010, Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, déclarait que « la statistique est indispensable au développement économique, y compris à nos efforts de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pour que les activités de développement donnent des résultats, il faut d'abord que des données statistiques sur la pauvreté, l'accès à l'enseignement et l'incidence des maladies soient réunies et analysées. Les statistiques sous-tendent presque tous les aspects des budgets et des programmes qui permettent de nourrir les enfants affamés et d'offrir un abri et des soins d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles. Elles sous-tendent de nombreuses décisions des pouvoirs publics, des entreprises et des collectivités. Elles renseignent sur les tendances et les forces qui influent sur notre vie ».

On a donc besoin de données pour prendre des décisions rationnelles, évaluer les résultats en fonction des objectifs fixés et appliquer les prescriptions pour corriger/améliorer la trajectoire. Pour évaluer la mesure dans laquelle les objectifs sont atteints, on se sert d'indicateurs, qui sont obtenus à partir des données. "La collecte de données n'est pas une fin en soi mais est essentielle pour que les décisions soient prises en connaissance de cause." (Article 2. FAO, 1997a). Le but de beaucoup de programmes de collecte de données est de suivre en permanence et d'évaluer l'état d'évolution vers un objectif fixé. Normalement, on interprète cet état d'évolution par rapport à un ou plusieurs points de référence, qui jouent le point de repères. Si on utilise des modèles analytiques, ces repères peuvent servir à établir des contrôles de l'effort et pour orienter l'action vers la cible souhaitée.

Une aggravation de la surexploitation des ressources peut souvent être signalée par l'apparition conjuguée des facteurs suivants: une chute de la capture par unité d'effort, chute des débarquements totaux, diminution du poids moyen des poissons et modifications de la structure par âge des populations de poissons ou de la composition spécifique du stock. Si on tient une série chronologique des captures par unité d'effort et des débarquements totaux des flottilles (par exemple, par catégorie d'engins ou de bateaux), par groupe d'espèces commerciales, zone de pêche et campagne de pêche, la surexploitation devrait apparaître. Sans ces données, les parties intéressées se trouveront souvent en désaccord car les estimations seront faites sur la base d'appréciations subjectives et d'informations occasionnelles.

La première section de ce chapitre décrit les niveaux de référence des indicateurs du package national ODD. La deuxième section expose le gap à combler pour une couverture exhaustive desdits indicateurs en données statistiques pour le suivi et évaluation vers l'atteinte des résultats. Avant ces deux sections, l'approche méthodologique est présentée pour situer le contexte des analyses.

Approche méthodologique

Sur un total de 173 indicateurs du package national ODD, les niveaux de référence de 119 indicateurs couverts en données statistiques ont été déterminés.

Les travaux ont été réalisés en étroite collaboration avec les membres du Comité multisectoriel de suivi des indicateurs de la mise en oeuvre des ODD.

Réconciliation des données

Certains indicateurs peuvent être renseignés par deux ou trois sources différentes. S'il existe une source administrative et une source d'enquête pour renseigner un indicateur, il fallait analyser la source la plus fiable, régulière et ayant une couverture nationale pour décider la source à privilégier afin de garder un seul chiffre pour l'indicateur.

Choix de l'année de base/référence

Le niveau de référence de chaque indicateur du package national ODD est la valeur déterminée de cet indicateur en 2015, choisie comme année de référence, et qui est aussi celle d'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il permet de s'imprégner de l'état des indicateurs ODD au début de leur mise en oeuvre.

Estimation des données manquantes pour l'année de référence fixée

Toutefois, certains indicateurs pourraient ne pas disposer de données pour l'année prise comme année de référence. Pour ces derniers une méthodologie de projection des indicateurs suivant deux étapes standardisées dans la littérature¹ est préconisée pour estimer les données. Il est à souligner que cette méthodologie soit applicable seulement où il y a un décalage de plus de deux ans par rapport à l'année de référence fixée.

Première étape : Calcul de la variation annuelle moyenne

La variation annuelle moyenne au cours de la dernière décennie a été déterminée à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Variation annuelle moyenne} = \left(\frac{X_t - X_{t-n}}{X_{t-n}} \right) \frac{1}{n}$$

1 Susan, N., Chris H., Bhatkal, T. and Aedy, T. (2016), Projecting progress: the SDGs in Sub-Saharan Africa, Overseas Development Institute, London

X_{t-n} : Représente la valeur disponible la plus ancienne de l'indicateur

X_t : Représente la valeur disponible la plus récente de l'indicateur

n = nombre d'années entre les deux valeurs extrêmes

Deuxième étape : Calcul des valeurs des indicateurs pour l'année souhaitée

A partir de la variation annuelle moyenne, les valeurs des années non disponibles ont été calculées suivant la formule suivante :

$$X_{t+i} = X_t * (1 + \text{variation annuelle moyenne})^i$$

Avec $i = 1, 2, \dots, n$

Où : X_{t+i} : Représente la projection pour l'année $t+i$

C'est ainsi que la principale source pour les données des enquêtes est la dernière enquête sur les conditions de vies et des ménages réalisée en 2013-2014 avec une exception pour les données spécifiques dont la source est constituée par les Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) où on a considéré les données de l'enquête EDS 2016-2017 comme données de référence étant donnée que la cartographie a été réalisée après la réalisation de cette enquête. Aucun indicateur n'a subi une projection.

Désagrégation des indicateurs

Dans son essence, l'Agenda 2030 veut que le suivi et évaluation prenne aussi en compte les niveaux désagrégés de chaque dimension du développement durable. Il s'agit notamment de la désagrégation de chaque indicateur suivant le sexe, milieu de résidence, province, groupes spécifiques, etc. ; en s'adaptant au contexte de chaque pays et/ou région. La collecte et le calcul des données des indicateurs devraient alors porter à la fois sur les indicateurs globaux et désagrégés. Lors des travaux de la cartographie, les fiches de renseignement qui ont été utilisées collectaient aussi les niveaux de désagrégation possible pour chaque indicateur mais pour le calcul des indicateurs pour l'établissement de la situation de référence, les différents niveaux de désagrégations possibles identifiés n'ont pas été tenu en compte suite au temps limité et au contenu des Termes de Références du consultant qui a appuyé

les travaux de la cartographie. Il est à souligner que ce travail de désagrégation là où c'est possible pourra être fait et consigné dans un rapport à part ultérieurement. Il est sans doute nécessaire de souligner que selon les informations collectées lors de la cartographie, parmi les 173 indicateurs du package national, 59 indicateurs pouvaient être désagrégés tandis que 114 doivent se présenter sous forme des indicateurs globaux.

Présentation des résultats

Le tableau 6 récapitule l'ensemble des résultats au niveau global. Les niveaux de référence ont été déterminés pour 119 indicateurs sans tenir compte de leurs désagrégations là où c'était possible.

Tableau 7 : Récapitulatif des niveaux de référence des indicateurs du package national ODD

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
Objectif 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde				
1.1.1	Proportion de la population vivant avec moins de 1,25 US\$ par jour (mesuré en Parité de pouvoir d'achat -PPA-)	80,20%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
1.2.1	Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté à l'ensemble de la population rapporté à l'ensemble de la population	64,60%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
1.2.2	Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays			
1.2.2.a	Proportion des hommes âgés de 15 ans et plus vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des hommes âgés de 15 ans et plus	43,20%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
1.2.2.b	Proportion des femmes âgées de 15 ans et plus, vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des femmes âgées de 15 ans et plus	45,50%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
1.2.2.c	Proportion des enfants âgés de moins de 15 ans, vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des enfants âgés de moins de 15 ans	52,10%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
1.3.1	Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale			
1.3.1.a	Effectif de la population couverte par une association mutualiste rapporté à l'effectif total de la population exprimé en pourcentage	Femmes (15-49 ans) :1% Hommes (15-49 ans) : 1,2%	2017	EDSB-III, 2016-2017

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
1.3.1.b	Effectif de la population qui bénéficie d'une assurance maladie sur l'effectif total de la population exprimé en pourcentage	Femmes (15-49 ans): 21,8% Hommes (15-49) :21%	2017	EDSB-III, 2016-2017
1.3.1.c	Proportion de la population qui bénéficie d'une pension rapporté à la population totale	1,6%	2015	Les rapports des institutions de la sécurité sociale (INSS et ONPR)
1.3.1.d	Proportion d'enfants bénéficiant de la gratuité scolaire à l'école fondamentale sur le nombre total d'élèves de l'enseignement fondamental (public et privé) au cours d'une année scolaire	98,15%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
1.3.1.e	Proportion de la population bénéficiant de l'assistance médicale (CAM)	Femmes (15-49 ans) 15,4% Hommes (15-49 ans) 14,3%	2017	EDSB-III, 2016-2017
1.4.1	Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base			
1.4.1.a	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée (Rapport entre l'effectif de la population ayant accès à une source d'eau potable pou améliorée (eau courante de la Regideso, forages, puits à pompe, puits protégés et sources aménagés) sur l'effectif de la population totale)	89,03%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
1.4.1.b	Taux brut de scolarisation au niveau primaire (Rapport entre l'effectif des enfants à l'école fondamentale (1ère à 6ème années) sur l'effectif des enfants âgés de 7 à 12 ans)	101,30%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
1.4.1.c	Taux brut de scolarisation au niveau secondaire (rapport entre l'effectif des enfants au niveau secondaire (7ème à 12ème année) sur l'effectif des enfants âgés de 13 à 19 ans)	13,40%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
1.4.1.d	Pourcentage de la population située à moins de 30 minutes d'une formation sanitaire publique (Rapport entre l'effectif de la population qui réside à moins de 30 minutes d'une formation sanitaire publique sur l'effectif total de la population)	69,10%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
1.4.2	Proportion de ménages propriétaires de logement possédant un titre foncier (Rapport entre l'effectif des ménages propriétaires de logement avec titre sur l'effectif de l'ensemble des ménages)	5,40%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
1. a.1.	Proportion des ressources directement allouées par l'Etat à des programmes de réduction de la pauvreté	Gap		
1. a.2.	Proportion des dépenses publiques affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale)	41,7 Millions de dollars	2015	OCDE
1.a.3.	Total des subventions et des flux extérieurs non générateurs d'endettement directement alloués aux programmes de réduction de la pauvreté, exprimé en proportion du PIB	Gap		
1.b.1.	Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, pauvres et vulnérables	Gap		
Objectif 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable				
2.2.1	Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (Effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de taille/âge inférieur à moins deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)	55,9%	2017	EDSB-III, 2016-2017
2.2.2	2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation)	6,5%	2017	EDSB-III, 2016-2017
2.2.2.a	Taux d'obésité des enfants âgés de moins de 5 ans (rapport entre l'effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de Poids/taille supérieur à plus de deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)	1,4%	2017	EDSB-III, 2016-2017
2.2.2.b	Taux d'émaciation des enfants âgés de moins de 5 ans (Rapport entre l'effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de Poids/taille inférieur à moins de deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)	5,1%	2017	EDSB-III, 2016-2017
2.3.1	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière			
2.3.1.a	Productivité du travail agricole (Rapport entre le volume de production agricole sur l'effectif des travailleurs agricoles ou le volume d'heures du travail agricole)	1,6t/Travailleur	2014	MINAGRI, Enquête nationale agricole du Burundi 2013-2014, juillet 2015

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
2.3.1.b	Productivité du travail pastoral (Rapport entre le volume de production d'élevage sur l'effectif des travailleurs agricoles ou le volume d'heures du travail consacré à l'élevage)	5,3 UBT/ Travailleur	2014	MINAGRI, Enquête nationale agricole du Burundi 2013-2014, juillet 2015
2.3.2	Revenu moyen d'un petit producteur alimentaire (Rapport entre la masse de revenus du travail des petits producteurs alimentaires (agriculture, élevage et pêche de subsistance) sur l'effectif total des petits producteurs alimentaires)	Gap		
2. a.1.	Indice d'orientation agricole des dépenses publiques	0,32	2015	Ministère des Finances, lois des finances 2014 ISTEEBU, Comptes économiques 2015
2. a.2.	Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole	41,7 Millions dollars	2015	OCDE
2.b.1	Subvention à l'exportation dans le secteur agricole	Gap		
2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires	Gap		
Objectif 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges				
3.1.1	Ratio de mortalité maternelle (Nombre de décès suite à la grossesse, à l'accouchement et au postpartum jusqu'à 42 jours pour 100000 naissances vivantes)	334/100000	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.1.2	Pourcentage d'accouchement assisté par un personnel de santé qualifié (Rapport entre le nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié de la santé (médecin, sage-femme, infirmier) et le nombre total de grossesses attendues au cours des 12 derniers mois)	85,1%	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.2.1	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (Rapport entre le nombre de décès chez les enfants de 0 à 59 mois et le nombre total de naissances vivantes)	78/1000	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.2.2	Taux de mortalité néonatale (Nombre de décès chez les nourrissons de moins de 28 jours au cours d'une année rapporté au nombre de naissances vivantes sur la même période)	23/1000	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.3.1	Incidence du VIH/SIDA chez les adultes 15-49 ans pour 1000 personnes non infectées (Nombre annuel de contaminations sur l'effectif de la population âgée de 15-49 ans qui est non infectée)	0,9%	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.3.2	Incidence de la tuberculose pour 100000 habitants (L'incidence de la tuberculose est le nombre estimatif des nouveaux cas de tuberculose pulmonaire ou extra-pulmonaire à frottis positif, découlant d'une année donnée, exprimée en taux pour 100 000 habitants)	122/1000	2015	OMS, rapport sur la lutte contre la tuberculose dans le monde, 2015

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
3.3.3.l	Incidence du paludisme pour 1000 habitants (Le taux d'incidence du paludisme est le rapport entre le nombre de nouveaux cas de paludisme et l'effectif de la population à risque)	549/1000	2015	MSPLS, Annuaire statistique de la Santé, 2016
3.3.4	Incidence de l'hépatite B pour 100000 habitants (Le taux d'incidence d'hépatite est le rapport entre le nombre de nouveaux cas d'hépatites et l'effectif de la population à risque)	Gap		
3.3.5	Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires			
3.3.5.a	Nombre de personnes atteintes d'onchocercose	262	2015	MSPLS, Annuaire statistique de la Santé, 2016
3.3.5.b	Nombre de personnes âgées de 1-14 ans atteintes de Géo helminthiases	Gap		
3.3.5.c	Nombre de personnes âgées de 15 ans et plus atteintes de Géo helminthiases	Gap		
3.3.5.d	Nombre de Femmes enceintes (2&3ème trimestre de grossesse) atteintes de Géo helminthiases	Gap		
3.3.5.e	Nombre de personnes atteintes de schistosomiase	Gap		
3.7.1	Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale			
3.7.1.a	Taux de prévalence contraceptive moderne pour les femmes âgées de 15-49 ans (Nombre de femmes de 15 à 49 ans qui utilisent une méthode contraceptive au cours de l'année concernée rapporté à l'effectif total de femmes âgées de 15 à 49 ans moins le nombre de grossesses attendues au cours de l'année)	14,6%	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.7.1.b	Taux de prévalence contraceptive moderne pour les femmes en union (Nombre de femmes de 15 à 49 ans en union qui utilisent une méthode contraceptive au cours de l'année concernée rapporté à l'effectif total de femmes âgées de 15 à 49 ans en union moins le nombre de grossesses attendues au cours de l'année)	22,9%	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.8.1	% d'enfants âgés de 12-23 mois complètement vaccinés (Rapport entre le nombre d'enfants de 12 à 23 mois complètement vaccinés sur l'effectif total des enfants de 12 à 23 mois)	85,2%	2017	EDSB-III, 2016-2017
3.8.2	Pourcentage des dépenses de consommation des ménages consacrée à la santé (Dépenses des ménages liées à la santé au cours d'une année rapportées aux dépenses totales de consommation des ménages au cours de la même année)	2,3%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
3. a.1.	Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les plus de 15 ans (taux comparatifs par âge)	6,3%	2017	EDSB-III, 2016-2017

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
3.b.1	Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments et vaccins essentiels à un coût abordable et de façon pérenne	Gap		
3. b.2.	Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base	10,80%	2013	MSPLS/ Comptes de Santé
3.b.3	Proportion des établissements de santé disposant constamment d'un ensemble de médicaments essentiels à un coût abordable	Gap		
3.c.1	Densité et répartition du personnel de santé	Nombre de médecins pour 100000 habitants : 4,9 Nombre d'infirmiers pour 100000 habitants : 62,05	2014	MSPLS/Annuaire sanitaire
3.d.1	Application du règlement sanitaire international (RSI) et préparation aux urgences sanitaires	Gap		
Objectif 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie				
4.1.1	Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire; b) en fin de cycle primaire; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe			
4.1.1.a	Proportion d'enfants scolarisés en 3ème et 4ème années de l'école fondamentale (Pourcentage d'enfants scolarisés qui sont en classe de 3ème année et 4ème année de l'école fondamentale au cours d'une année scolaire)	28,0%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
4.1.1.b	Proportion d'enfants scolarisés en 6ème année de l'école fondamentale (Pourcentage d'enfants scolarisés qui sont en classe de 6ème année de l'école fondamentale au cours d'une année scolaire.)	8,0%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
4.1.1.c	Proportion de jeunes scolarisés en dernière année de l'école fondamentale	2,0%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
4.1.1.d	Taux brut de scolarisation (Rapport entre les effectifs d'élèves scolarisés dans un cycle donné quel que soit leur âge, et la population en âge officiel de scolarisation (7-12 ans pour le primaire, 13-16 ans au 1er cycle d'enseignement secondaire, 17-19 ans pour le 2ème cycle d'enseignement secondaire).)	53,1%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
4.1.1.e	Taux de redoublement (Rapport entre les redoublants de l'année en cours sur les effectifs des élèves de l'année précédente)	23,1% au Primaire 11,7% au Secondaire	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
4.1.1.f	Taux d'achèvement (Rapport entre l'ensemble des nouveaux admis en dernière année d'un cycle d'enseignement (primaire ou secondaire) et la population ayant l'âge auquel on accède à ce niveau.)	64,20%	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
4.4.1	Proportion de jeunes et d'adultes qui savent utiliser un ordinateur (proportion des personnes ayant utilisé un ordinateur (etc.) en divisant le nombre total de personnes de 15 ans et plus utilisant un ordinateur (tous lieux de connexion confondus) au cours des 12 derniers mois par le nombre total de personnes âgées de 15 ans et plus)	3,20%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
4.5.1	Indices de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit, à mesure que les données deviennent disponibles) pour tous les indicateurs dans le domaine de l'éducation de cette liste pouvant être ventilés			
4.5.1.a	Indice de parité fille/garçon à l'école fondamentale (rapport entre les effectifs des filles et des garçons qui fréquentent l'école fondamentale au cours d'une année scolaire)	1,02	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016
4.5.1.b	Indice de parité fille/ garçon à l'école post fondamentale (Rapport entre les effectifs des filles et des garçons qui fréquentent l'école post fondamentale au cours d'une année scolaire)	0,98	2015	Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation, annuaire statistique 2015-2016

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
4.a.1	Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité; b) l'Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable;	Electricité: 18% Alimentation de base en eau potable: 50% Installations sanitaires de base séparées pour hommes et femmes : 90% Equipements de base pour le lavage des mains: 26%	2015	Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education, Annuaire Statistique 2015-2016
4. b.1	Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation	7 932 246 USD	2015	Bureau des Bourses d'Etudes et de Stages
4. c.1	Proportion d'enseignants dans : a) le préscolaire; b) le cycle primaire; c) le premier cycle du secondaire; et d) le deuxième cycle du secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées	Gap		
Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles				
5.1.1	Nombre de textes et de lois votés par le parlement pour la promotion du genre	3,0	2015	Bulletin Officiel du Burundi (centre d'études de documentation Juridiques)
5.2.1	Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents (Pourcentage de femmes et filles âgées de 15 ans et plus en couple et qui ont vécu au cours des 12 derniers mois, des violences physiques ou sexuelles)	27,9%	2017	EDSB-III, 2016-2017
5.5.1	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales			
5.5.1.a	% de sièges occupés par des femmes au parlement national	36,4%	2015	Commission Nationale Indépendante (CENI), Rapport des Elections 2015
5.5.1.b	% de sièges occupés par les femmes dans les administrations locales (Pourcentage d'administrateurs locaux (gouverneur de province, maire de ville, administrateur communal, chef de zone, chef de secteur, chef de bloc de 10 ménages) qui sont des femmes)	16% : Provinces 33,6% : Communes	2015	Commission Nationale Indépendante (CENI), Rapport des Elections 2015
5.5.2	Proportion de femmes dans les groupes 11 et 12 de la CIP-08 (pourcentage de femmes ayant un emploi et qui sont directeurs généraux, cadres supérieurs et membres de l'exécutif et des corps législatifs, directeurs de services administratifs et commerciaux)	26,2%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
5.6.2	Nombre de lois votées par le parlement pour garantir aux femmes et aux hommes de 15 ou plus un accès équitable et sans restriction aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine	Gap		
5. a.1 a	Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit	Gap		
5.a.2	Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres	Gap		
5. b.1	Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe	Femmes (15-49 ans) : 23,6% Hommes (15-49 ans) : 47,5%	2017	EDSB-III, 2016-2017
5.c.1	Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes	Gap		
Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau				
6.1.1	Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	82,8%	2017	EDSB-III, 2016-2017
6.2.1	Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon	43,8%	2017	EDSB-III, 2016-2017
6.a.1	Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics	9,3 millions USD	2015	OCDE
6.b.1	Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement	74% (88 Communes sur 119)	2015	Ministère de l'énergie et mines
Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable				
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité, au groupe électrogène ou à l'énergie solaire	9,3%	2017	EDSB-III, 2016-2017
7.1.2	Proportion de ménages possédant au moins un équipement ou un engin dont le fonctionnement requiert l'utilisation du carburant ou des énergies propres (Pourcentage de ménages possédant des équipements électroménagers et des moyens de transports motorisés utilisant du carburant ou des énergies propres (solaire photovoltaïque, solaire thermique, hydroélectricité, éolienne, biomasse, géothermie)	44,5%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
7. a.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars	3,7 millions USD	2015	OCDE
7.b.1	Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable	Gap		
Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous				
8.1.1	Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant	5,3%	2014	Comptes Economiques du Burundi 2014 publié en 2016
8.2.1	Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi	Gap		
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles (Pourcentage d'actifs occupés exerçant des emplois informels (absence de cotisation à la sécurité sociale, de congés annuels payés ou de congés de maladie payés) dans le secteur non agricole)	92,0%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
8.9.1	PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total et en taux de croissance			
8.9.1.a	Contribution du tourisme au PIB total (%)	Gap		
8.9.1.b	Taux de croissance de la contribution du tourisme dans le PIB total	Gap		
8. a.1	Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce	1,1 millions USD	2015	OCDE
8. b.1	Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB	Gap		
Objectif 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation				
9.1.1	Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route bitumée	3,30%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
9.3.1	Proportion des petites et micro entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie	Gap		
9. a.1	Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures	27,6 millions USD	2015	OCDE
9. b.1	Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie	Gap		

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
9. c.1	Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie	48%	2015	ARCT, rapport annuel des indicateurs des TIC, 2015
Objectif 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein				
10.1.1	Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population			
10.1.1.a	Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour les 40% des plus pauvres de la population.	87,10%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 Enquête QUIBB 2006
10.1.1.b	Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour l'ensemble de la population	-36,50%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 Enquête QUIBB 2006
10.2.1	Proportion des personnes dont la dépense par tête est inférieure à la moitié de la dépense médiane par tête	11,40%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
10.4.1	Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux (Ratio entre le coût du travail (rémunération, avantage et prime) et le PIB total)	19,60%	2014	Enquête sur les conditions de vie des ménages burundais (ECVMB) 2013-2014 Comptes Nationaux, 2014
10.a.1	Proportion de lignes tarifaires concernées par les importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement bénéficiant d'une franchise de droits	Gap		
10.b.1	Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres)	Gap		
10. c.1	Coûts des envois de fonds en proportion du montant transféré	Gap		

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables				
11.1.1	Proportion de la population urbaine vivant dans des logements inadéquats (Pourcentage de la population vivant en milieu urbain dans des logements ayant à la fois des matériaux du mur, du sol et du toit naturels ou rudimentaires. Pour le mur (pas de mur, bambou, canne, palme, tronc, terre, bambou avec boue, pierres avec boue, adobe non recouvert, contre-plaqué, bois de récupération); pour le sol (terre, sable, bouse, planches en bois, palmes, bambou); pour le toit (pas de toit, chaumes, palmes, feuilles, mottes de terre, nattes, bambou, palme, planche en bois, carton, sheeting))	1,50%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
11.2.1	Proportion de la population se trouvant à moins de 15 minutes d'un point de transport en commun (bus, taxi, touk-touk ou tricyclomoteur pour taxi)	Gap		
11.4.1	Dépenses publiques totales par habitant consacrées à la préservation, à la protection et à la conservation de l'ensemble du patrimoine culturel et naturel (US dollars)	0,20 USD/ Personne	2015	Ministère des Finances, Rapport d'exécution budgétaire, 2015
11.a.1	Proportion d'habitants vivant dans des villes qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux tenant compte des projections démographiques et des ressources nécessaires, par taille de la ville	Gap		
11.b.1	Proportion d'administrations locales adoptant et mettant en œuvre des stratégies locales de réduction des risques conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)	Gap		
11. b.2	Nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe	Oui	2015	Ministère de la Sécurité Publique, Stratégie 2012-2015
11.c.1	Proportion de l'assistance financière allouée aux pays les moins avancés qui est consacrée à la construction de bâtiments durables, résilients et économes en ressources et à la remise à niveau d'anciens bâtiments, en utilisant des matériaux locaux	1,5 millions USD	2015	OCDE
Objectif 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables				
12.2.1	Taux de couverture forestière (Rapport entre la surface totale occupée par les forêts naturelles et plantées et la superficie nationale)	12,0%	2015	Annuaire statistique, 2016
12.2.2	Taux de déboisement (Pourcentage d'aire des forêts dont les arbres sont coupés)	8,0%	2015	Annuaire statistique, 2016
12.4.1	Nombres de rapports et documents produits sur la mise en œuvre des accords internationaux multilatéraux sur l'environnement relatifs aux substances chimiques et autres déchets dangereux	Gap		
12.5.1	Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés			

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
12.5.1.a	Pourcentage des déchets biomédicaux traités (Rapport entre la quantité de déchets biomédicaux traités sur la quantité totale des déchets biomédicaux)	Gap		
12.5.1.b	Pourcentage des villes de plus de 25 000 habitants qui disposent d'un site de dépôt de déchets adéquat	Gap		
12.6.1	Nombre de sociétés publiant des rapports sur la viabilité	576	2015	Registre des certificats d'études d'impact environnemental délivrés par le Ministère en charge de l'environnement, 2016
12.a.1	Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de R-D consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles	Gap		
12.b.1	Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus d'un commun accord	Gap		
12.c.1	Montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles	Gap		
Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions				
13.1.1	Nombre de personnes décédées, disparues ou directement touchées lors de catastrophes au cours des 12 derniers mois pour 100000 personnes	Gap		
13.2.1	Nombre de communications nationales élaborées sur la mise en œuvre de la politique visant à améliorer les changements climatiques	2	2015	Ministère en charge de l'environnement; Communication nationale 2010
13.3.2	Nombre de rapports d'ateliers sur le renforcement de capacités pour le suivi des questions de l'environnement ou des changements climatiques	6	2015	Ministère de l'Environnement; Rapport annuel d'activités, 2016
13.a.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars	Gap		
13.b.1	Nombre de pays les moins avancés et de petits États insulaires en développement recevant un appui spécialisé aux fins de la mise en place de moyens efficaces de planification et de gestion face aux changements climatiques,	Gap		

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable				
14.4.1	Niveau du stock de poissons (Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable)	Gap		
14.7.1	Pourcentage du PIB représenté par la pêche durable	0,6%	2014	ISTEEBU, Comptes nationaux
14.a.1	Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines	Gap		
14.b.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs	Gap		
14.c.1	Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et la mise en œuvre, au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels, des instruments relatifs aux océans visant à donner effet aux dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui concernent la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources	Gap		
Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité				
15.3.1	Surface des zones dégradées, en proportion de la surface terrestre (Proportion de la Surface des zones dégradées (toutes causes confondues) sur la superficie totale du territoire)	Gap		
15.4.1	Proportion de la superficie des écosystèmes naturels montagneux qui se trouvent dans les aires protégées (Rapport entre la superficie des écosystèmes naturels montagneux qui se trouvent dans les aires protégées et la superficie totale des écosystèmes naturels montagneux)	44,00%	2012	OBPE, Rapport annuel de la Direction des Forêts, 2012
15.7.1	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages (Valeur de vente dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages obtenues par braconnage ou trafic illicite rapportée à la valeur totale de vente dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages)	Gap		
15.a.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes	0,13 millions USD	2015	OCDE
15.b.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes	0,13 millions USD	2015	OCDE
15.c.1	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages	Gap		

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes				
16.1.1.	Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100 000 habitants au cours des 12 mois précédents	6,40	2015	MSP, Rapport annuel 2016
16.1.2.	Nombre de décès liés à des conflits pour 100000 habitants	Gap		
16.1.3	Proportion de la population victime de violences d'ordre criminel au cours des 12 derniers mois	28,90%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
16.1.4.	Rapport entre l'effectif des personnes qui considèrent qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence sur l'effectif total de la population exprimé en pourcentage	92,30%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
16.3.1	Proportion des personnes victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes	6,90%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
16.3.2	Proportion d'arriérés judiciaires dans les différentes juridictions (Rapport entre le nombre de personnes détenues en prison sans jugement sur le nombre total de prisonniers)	61,90%	2015	Ministère de la Justice; Annuaire statistique 2016
16.4.1	Valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants (en dollars des États-Unis courants)	Gap		
16.4.2	Nombre d'armes saisies, trouvées ou rendues volontairement dont la provenance ou l'utilisation illicite a été retracée ou établie par des autorités compétentes au cours des 12 dernier mois	172	2015	MSP, Annuaire statistique 2016
16.5.1	Proportion de personnes ayant eu au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	3,6%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014, module SHASA-GPS
16.5.2.	Proportion de la population qui considère que la corruption est importante	88,9%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014, module SHASA-GPS
16.6.1.	Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé	Gap		

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
16.6.2.	Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante. (Rapport entre l'effectif de la population ayant eu une expérience satisfaisante avec les services publics sur l'effectif total de la population qui a eu une expérience avec les services publics au cours des 12 derniers mois. Les services publics ciblés sont l'école primaire, l'établissement secondaire, la formation sanitaire, le marché des produits alimentaires, la gare routière, la route bitumée, le point d'approvisionnement en eau potable, le point de branchement électrique, le centre d'état civil, l'école maternelle, le poste de police ou de gendarmerie et le point de branchement au réseau d'eau)	79,50%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
16.9.1.	Proportion d'enfants de moins de 5 ans possédant un acte de naissance (Rapport entre l'effectif d'enfants de moins de 5 ans possédant un acte de naissance sur l'ensemble des enfants âgés de moins de 5 ans)	84,10%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
16.a.1.	Existence d'institutions nationales indépendantes des droits de l'homme, conformément aux principes de Paris	Oui	2015	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH)
16.b.1.	Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme	10%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014, module SHASA-GPS
Objectif 17 : Revitaliser le partenariat mondial au service du développement soutenable et renforcer les moyens de ce partenariat				
17.1.1	Total des recettes publiques en proportion du PIB			
17.1.1.a	Total des recettes publiques en proportion du PIB	15,70%	2014	OBR, base de données OBR Comptes nationaux
17.1.1.b	Total des recettes publiques internes en proportion du PIB	9,90%	2014	OBR, base de données OBR Comptes nationaux
17.1.1.c	Total des recettes publiques douanières en proportion du PIB	5,80%	2014	OBR, base de données OBR Comptes nationaux
17.1.2	Proportion du budget général de l'Etat financé par ressources propres	48%	2015	Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation: loi budgétaire 2015

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
17.2.1	Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE en proportion du budget national	0,30%	2015	Base de données de l'OCDE Loi budgétaire du Burundi
17.3.1	Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total	62,8%	2015	CNCA, Rapport sur les flux d'aide publique au développement, 2014-2015
17.3.2	Volume des envois de fonds (en dollars des États-Unis) du reste du monde en proportion du PIB total	1,70%	2014	Comptes économiques du Burundi, 2014 Base de données de la Banque de la République du Burundi
17.4.1	Service de la dette en proportion des exportations de biens et services			
17.4.1.a	Service de la dette extérieure en proportion des exportations de biens et services	3,90%	2015	Banque de la République du Burundi, base de données financières
17.4.1.b	Service de la dette intérieure en proportion des exportations de biens et services	7,32%	2015	Banque de la République du Burundi, base de données financières
17.5.1	Nombre de pays qui adoptent et mettent en oeuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés	Gap		
17.6.1	Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération	13 accords signés en 2015 dans le cadre de la coopération Sud-Sud	2015	Ministère des Relations extérieures et de la coopération, rapport annuel 2016
17.6.2	Abonnées à une desserte internet à large bande par 100 habitants (Un accès à vitesse élevée est un accès à 256 kbit/s ou davantage)	0,45%	2015	ARCT, rapport annuel sur les indicateurs TIC, 2015
17.7.1	Proportion la population utilisant Internet au cours des 12 derniers mois (Rapport entre l'effectif de la population âgée de 5 ans et plus ayant utilisé l'internet au cours des 12 derniers mois et l'effectif total de la population âgée de 5 ans et plus)	1,90%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014

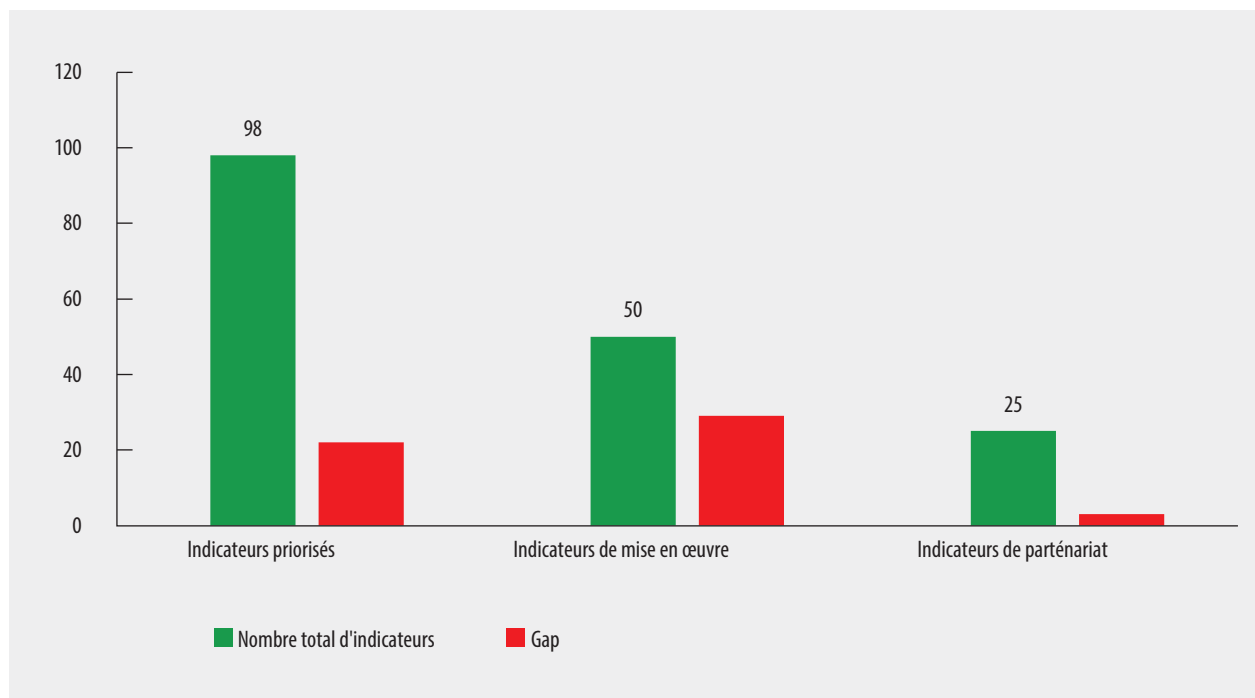
Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
17.8.1	Proportion de la population utilisant Internet au cours des 12 derniers mois	1,90%	2014	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014
17.9.1	Valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement	13155,13 millions de dollars américains	2015	OCDE
17.10.1	Moyenne pondérée des taux de droits de douane	5,39%	2015	WDI, Banque Mondiale
17.11.1	Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales	0,0009%	2015	WDI, Banque Mondiale
17.12.1	Droits de douane moyens appliqués aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement	10,2%	2015	WDI, Banque Mondiale
17.13.1	Tableau de bord macroéconomique	Oui	2015	Ministère des finances, tableau de bord macro-économique, 2016
17.14.1	Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable	Gap		
17.15.1	Recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays	Gap		
17.16.1	Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable	oui	2015	Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan
17.17.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées au partenariat public-privé et au partenariat avec la société civile	0	2015	Secrétariat exécutif permanent du Dialogue PPP. Rapport annuel 2015
17.18.1	Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle	62,93	2015	ISTEEBU
17.18.2	Document de la loi statistique	Oui	2015	ISTEEBU, loi statistique, 2007
17.18.3	Nombre de pays ayant un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en oeuvre, par source de financement	Oui	2015	ISTEEBU, SNDS 2010-2015

Code	Contextualisation de l'indicateur/Définition	Niveau de référence	Année de référence	Source
17.19.1	Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques du système statistique national (SSN)	1 086 051,64 USD	2015	Country report on support to statistics (CRESS), 2016
17.19.2	Proportion de pays qui a) ont procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) ont atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 %			
17.19.2.a	Pays ayant réalisé au moins un Recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années	Oui	2015	ISTEEBU, Rapports d'analyse du RGPH 2008
17.19.2.b	Taux d'enregistrement des naissances au cours des 12 derniers mois	76%	2014	Enquête sur les conditions de vie des ménages burundais (ECVMB) 2013-2014
17.19.2.c	Taux d'enregistrement des décès au cours des 12 derniers mois	Gap		

Nature du Gap en information statistique

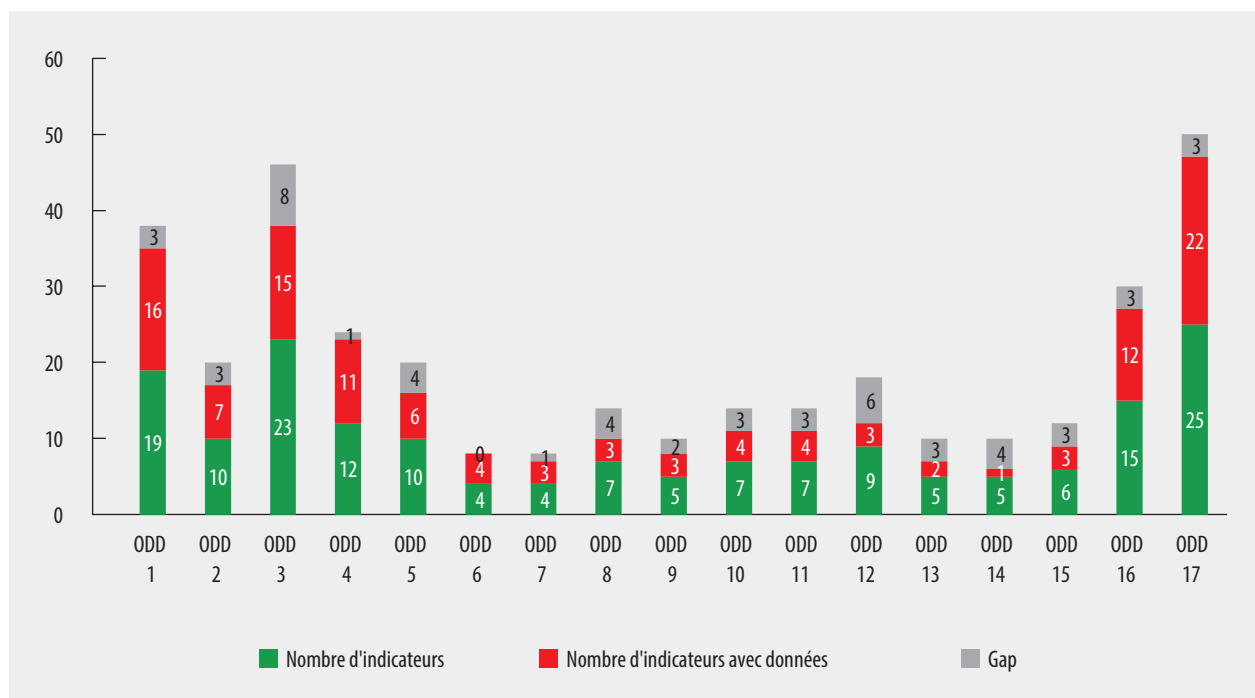
Après compilation des données existantes, il ressort en définitive que 54 indicateurs ne disposent pas de données à l'année de référence (2015) et, par conséquent peuvent être considérés comme Gap réel étant donné que ces indicateurs ne disposent pas de données depuis longtemps pour être projetées.

Figure 5 : Structure du gap



Source : ISTEERU

Figure 6 : Répartition du gap par ODD



Source : ISTEERU

CONCLUSION

Les objectifs de l'étude sont atteints. La cartographie des indicateurs est effectuée. Elle a permis de faire d'une part, l'inventaire de l'existant pour le suivi des ODD et d'autre part, des propositions d'amélioration du comité multisectoriel de suivi des indicateurs du PND et des ODD et des services de statistiques sectorielles. Sur le plan technique, la réflexion a été amorcée sur la possibilité de mettre en place une enquête modulaire et intégrée auprès des ménages, afin de disposer régulièrement des indicateurs des ODD.

Propositions d'améliorations des indicateurs

L'inventaire des indicateurs des ODD disponibles et l'analyse de leur qualité ont permis de constater l'absence de certaines données par manque d'un dispositif adéquat. En effet, un certain nombre d'indicateurs présentent des lacunes dues soit au faible taux de complétude des statistiques de base, soit à un problème de normalisation des concepts. En outre, les sources de données abondent parfois pour un même indicateur et fournissent des résultats divergents.

Au niveau des secteurs sociaux et économiques tels que l'environnement, les affaires étrangères, la justice, le tourisme, l'assainissement et l'agriculture, les dispositifs de production des statistiques courantes qui existent méritent d'être renforcés pour un meilleur rendement. Les actions à entreprendre sont à classer en deux grandes catégories. La première catégorie des actions est relative au renforcement institutionnel, tandis que la seconde a trait aux actions techniques à mener.

Actions institutionnelles

Les actions institutionnelles sont relatives au renforcement des capacités du système statistique en réduisant leur dépendance vis-à-vis du financement extérieur et en améliorant le cadre du travail.

Système national d'information statistique

La base juridique du système statistique national burundais (SSN) est la loi n°1/17 du 25 septembre 2007. L'implication de l'adoption de cette loi, est la création d'un conseil national de l'information statistique et du comité technique de l'information statistique (CTIS). De façon précise, le SSN comprend :

- Le CNIS ;
- L'ISTEEBU ;
- Les services chargés d'élaborer des données statistiques au sein des structures ministérielles et des organismes publics et parapublics ;
- Les centres de formation statistiques et démographiques.

Les activités statistiques sont organisées au sein du CNIS dont le bras technique est le CTIS. Le CNIS se réunit une fois par an. Son secrétariat est assuré par l'ISTEEBU.

Le SSN est décentralisé. Les ressources humaines, notamment les cadres statisticiens et démographes représentent seulement 12% de l'effectif total du personnel qui travaillent dans le SSN national.

S'agissant de la diffusion des résultats, il existe différentes formes de publications telles que les annuaires statistiques des structures sectorielles, les bulletins et notes de conjoncture, les sites de ISTEEBU et des départements ministériels.

Sur le plan financier, selon le Country report on support to statistics (CRESS) de 2016, le SSN dépend à près de 70% du financement extérieur sur la période 2012-2016. Les prévisions montrent que le taux de dépendance pourrait atteindre 80% d'ici 2018. Au total, le SSN manque de ressources nationales et est fortement dépendant des financements extérieurs.

Renforcement du comité multisectoriel de suivi des indicateurs de la mise en œuvre du PND et des ODD.

Amélioration des conditions de travail des services de statistiques sectorielles : Les services statistiques sectoriels de l'environnement, des affaires étrangères, de la justice, du tourisme, de l'assainissement et de l'agriculture sont de plus en plus sollicités pour fournir des indicateurs de suivi des ODD. Il est important d'améliorer leur cadre de travail pour répondre à ces besoins.

Renforcement des capacités du comité multisectoriel de suivi des indicateurs de mise en œuvre du PND et des ODD : Dans le but de garantir la pérennité des actions de suivi et évaluation du programme national de développement et des ODD, des actions doivent être menées pour le renforcement de leur capacité, notamment pour accomplir les missions suivantes :

- collecter les données statistiques nécessaires ;
- analyser la qualité et la fiabilité des données ;
- élaborer un cadre méthodologique de suivi et d'évaluation des ODD ;
- créer des groupes thématiques d'analyse ;
- rédiger les différents rapports pouvant éclairer les décideurs ;

- organiser les séminaires et ateliers sur les thèmes en relation avec ses objectifs.

Actions techniques

Des actions techniques sont également indispensables pour l'amélioration de la qualité des indicateurs lorsqu'ils existent, ou pour leur production lorsqu'ils ne sont pas disponibles. A cet effet, le deuxième rapport de la consultation a proposé une méthodologie fédérant des sources d'enquêtes auprès des ménages qui fournissent des indicateurs pour le suivi des ODD ; à savoir ECVMB, EDSB, MICS et QUIBB.

Par ailleurs, le suivi des ODD est une matière statistique très récente. A cet effet, il est indispensable de disposer des outils méthodologiques qui peuvent aider au calcul des indicateurs et à l'élaboration des rapports périodiques.

Cet aide-mémoire comprendra d'une part, les définitions et concepts en matière statistique, selon les normes internationales et d'autre part, un canevas pour la rédaction des rapports périodiques sur les ODD.

La diffusion de ce guide auprès des producteurs de l'information statistique permettrait d'altérer les divergences des données provenant de multiples sources.

ANNEXES

ANNEXE 1 : EXEMPLE DE FICHE DE COLLECTE D'INFORMATION SUR LES INDICATEURS DES ODD

Nom de la structure :

Objectif n°1 : Éradication de la pauvreté : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

Cible	Indicateur ONU	Indicateur national	Disponibilité (disponible, non disponible mais peut être calculé, non disponible)	Champ géographique (national, partiel)	Source	Dernière valeur publiée (niveau ensemble)	Année de publication	Périodicité production (moins d'un an, un an, deux à cinq ans, 6 à 10 ans, plus de 10 ans, aucune périodicité)	Variabes ventilation indicateur (sexe, âge, milieu de résidence, groupe de population spécifique etc)	Observations
1.1 D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar US par jour)	1.1.1 Proportion de la population vivant au -dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)	1.1.1 Proportion de la population vivant au -dessous de 1,25 US\$ en parité de pouvoir d'achat								

Cible	Indicateur ONU	Indicateur national	Disponibilité (disponible, non disponible mais peut être calculé, non disponible)	Champ géographique (national, partiel)	Source	Dernière valeur publiée (niveau ensemble)	Année de publication	Périodicité production (moins d'un an, un an, deux à cinq ans, 6 à 10 ans, plus de 10 ans, aucune périodicité)	Variables ventilation indicateur (sexe, âge, milieu de résidence, groupe de population spécifique etc)	Observations
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté								
	1.2.2 Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	1.2.2 a) Proportion d'hommes de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ces formes (subjective, monétaire, conditions de vie, ...)								
		1.2.2 b) Proportion de femmes de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ces formes (subjective, monétaire, conditions de vie, ...)								
		1.2.2 c) Proportion d'enfants âgés de moins de 15 ans vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ces formes (subjective, monétaire, conditions de vie, ...)								

Cible	Indicateur ONU	Indicateur national	Disponibilité (disponible, non disponible mais peut être calculé, non disponible)	Champ géographique (national, partiel)	Source	Dernière valeur publiée (niveau ensemble)	Année de publication	Périodicité production (moins d'un an, un an, deux à cinq ans, 6 à 10 ans, plus de 10 ans, aucune périodicité)	Variables ventilation indicateur (sexe, âge, milieu de résidence, groupe de population spécifique etc)	Observations
1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)	1.3.1. a) Proportion de la population appartenant à une association mutualiste (%)								
		1.3.1. b) Taux de couverture de la population en assurance maladie (%)								
		1.3.1. c) Taux de couverture en pension (%)								

Cible	Indicateur ONU	Indicateur national	Disponibilité (disponible, non disponible mais peut être calculé, non disponible)	Champ géographique (national, partiel)	Source	Dernière valeur publiée (niveau ensemble)	Année de publication	Périodicité production (moins d'un an, un an, deux à cinq ans, 6 à 10 ans, plus de 10 ans, aucune périodicité)	Variables ventilation indicateur (sexe, âge, milieu de résidence, groupe de population spécifique etc)	Observations
1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance	1.4.1 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base	1.4.1 a) Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée								
		1.4.1 b) Taux brut de scolarisation au niveau primaire								
		1.4.1 c) Taux brut de scolarisation au niveau secondaire								
		1.4.1 d) Proportion de la population ayant accès à une formation sanitaire								
	1.4.2 Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de documents légalement authentifiés et qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type d'occupation	1.4.2 Proportion de ménages propriétaires de logement possédant un titre foncier								

ANNEXE 2 : TABLEAU DE BORD MACROÉCONOMIQUE

Secteurs	2012	2013	2014	2015	2016
1.1. Conjoncture internationale					
1. Croissance économique					
Etats-Unis	2,22	1,68	2,37	2,60	1,62
Chine	7,86	7,76	7,30	6,90	6,70
Union européenne	-0,47	0,22	1,67	2,20	1,87
2. Demande intérieure (en % du PIB)					
Etats-Unis	84,15	83,19	82,91	82,55	
<i>Consommation</i>	19,35	19,76	20,01	20,35	
<i>Investissement</i>					
Chine					
<i>Consommation</i>	50,06	50,17	50,48	51,12	
<i>Investissement</i>	47,23	47,39	47,01	45,40	
Union européenne					
<i>Consommation</i>					
<i>Investissement</i>	19,69	19,31	19,72	19,69	19,78
3. Consommation publique (en % du PIB)					
Etats-Unis	15,75	15,12	14,70	14,44	
Chine	13,43	13,54	13,32	13,97	
Union européenne	21,03	21,02	20,86	20,62	20,57
4. Inflation					
Etats-Unis	2,07	1,46	1,62	0,12	1,26
Chine	2,62	2,63	2,00	1,44	2,01
Union européenne	2,60	1,43	0,91	0,34	0,40
5. Taux d'intérêt (LIBOR)					
1.2. Conjoncture nationale					
I. Produit intérieur brut et prix					
1. Activité économique et indice de développement humain					

Secteurs	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de croissance					
<i>Taux de croissance du PIB réel</i>	4,4	4,9	4,2	-0,4	2,8
<i>Taux de croissance du PIB réel par tête</i>	15,7	10,3	6,5	2,4	
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	3365,8	3812,5	4185,1	4423,2	4754,9
Indice de développement humain (IDH)	0,52	0,54	0,38	0,39	0,40
2. Offre, demande et inflation					
Croissance de la demande intérieure réelle (C+I)	4,2	10,1	3,4	-2,9	2,8
Croissance de l'Offre intérieure (Y)	15,1	11,5	4,8	-1,4	3,0
Taux d'investissement	19	16	15	14	12
Inflation (%)	18,16	7,95	4,40	5,54	5,5
3. Importance relative des secteurs d'activité					
Valeur ajoutée Agriculture/PIB (%)	35,5	38,4	35,0	35,2	35,4
Valeur ajoutée Mines/PIB (%)	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
Valeur ajoutée Industries manufacturières/PIB (%)	10,5	10,7	11,0	10,9	11,0
Valeur ajoutée BTP/PIB (%)	4,1	3,7	3,4	3,5	4,0
II. Finances publiques					
Recettes et dons (en pourcentage du PIB)	21,0	22,1	21,0	16,6	15,9
Dépenses (en pourcentage du PIB)	24,6	25,0	25,3	24,7	22,0
Solde primaire (en pourcentage du PIB, base droits constatés)	-0,3	-2,4	-0,5	-6,0	-2,3
Solde budgétaire global(en porcentage du PIB, base droits constatés)					
-dons exclus	-8,2	-10,1	-9,5	-11,2	-8,5
-dons inclus	-3,6	-2,9	-4,4	-8,0	-6,0
Dettes intérieure (en Million de francs burundais)	539600	597962	727264,4	1069551,8	1376307,8
Dettes extérieure (en Million de dollars américains, en fin de période)	393	413	429,6	420	429,6
Ration du service de la dette extérieure (en pourcentage des exportations)	3,4	3,5	4,1	5,8	6,6
Dettes extérieure (en pourcentage du PIB)	18,1	16,1	15,7	15,6	15,2
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	3365,8	3812,5	4185,1	4423,2	4754,9

Secteurs	2012	2013	2014	2015	2016
III. Secteur extérieur					
Exportations,FAB (en millions de dollar)	134,7	94,0	131,8	120,1	109,4
Importation, CAF (en million de dollar)	751,5	811,0	768,7	716,4	734,8
Volume des exportations (en tones)	52300	57207	79580	85499	84613
Volume des importations (en tones)	705348	809077	798246	629916	880458
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-255,1	-250,2	-384,5	-373,3	-354,8
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1442,5	1555,1	1546,7	1571,9	1654,6
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1546,1	1542,0	1553,1	1617,1	1688,6
Réserves de changes brutes (en millions de USD,en fin de période)	312,9	321,2	317,3	136,4	95,4
Réserves de changes brutes (en mois d'importation de l'année suivante)	4,0	4,2	4,2	2,3	1,4
IV. Monnaie et crédit					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	196637,7	229756,1	180525,3	-75870,1	-176523,1
Crédit intérieur (en MBIF)	920086,1	972302,3	1135873,8	1410604,3	1643372,6
Créances nettes sur l'Etat	277057,5	274749,0	384697,0	687259,5	910311,1
Créance sur l'économie	643028,6	697553,3	751176,8	723344,8	724923,0
Masse monétaire (M3)	856091,2	939527,9	1045336,7	1060791,0	1129690,2
Masse monétaire (M2)	708053,0	801728,3	880206,6	923271,7	1034732,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2,fin de période)	4,8	4,9	5,1	4,8	4,6
Base monétaire(Taux de croissance)	16,1	23,6	15,8	-8,6	29,2
Taux d'intérêt d'apport de liquidité (en pourcentage)	-	-	-	3,4	3,1
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en pourcentage)	13,8	12,5	8,0	9,8	8,6
Taux d'intérêt moyens créditeurs (fin de période en pourcentage)	8,8	9,0	8,8	8,7	7,7
Taux d'intérêt moyens débiteur (fin de période en pourcentage)	15,7	16,2	16,7	16,9	16,5

Source : BRB et ISTEEBU

ANNEXE 3 : MATRICE DE SUIVI DES INDICATEURS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
Objectif 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde								
1.1.1	Proportion de la population vivant avec moins de 1,25 US\$ par jour (mesuré en Parité de pouvoir d'achat -PPA-)							
1.2.1	Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté à l'ensemble de la population rapporté à l'ensemble de la population							
1.2.2	Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays							
1.2.2.a	Effectif des hommes âgés de 15 ans et plus vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des hommes âgés de 15 ans et plus exprimé en pourcentage							
1.2.2.b	Effectif des femmes âgées de 15 ans et plus, vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des femmes âgées de 15 ans et plus exprimé en pourcentage							
1.2.2.c	Effectif des enfants âgés de moins de 15 ans, vivant toutes les formes de pauvreté rapporté à l'effectif total des enfants âgés de moins de 15 ans exprimé en pourcentage							
1.3.1	Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale							
1.3.1.a	Effectif de la population couverte par une association mutualiste rapporté à l'effectif total de la population exprimé en pourcentage							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
1.3.1.b	Effectif de la population qui bénéficie d'une assurance maladie sur l'effectif total de la population exprimé en pourcentage							
1.3.1.c	Effectif de la population qui bénéficie d'une pension rapporté à la population totale exprimé en pourcentage							
1.3.1.d	Proportion d'enfants bénéficiant de la gratuité scolaire à l'école fondamentale sur le nombre total d'élèves de l'enseignement fondamental (public et privé) au cours d'une année scolaire							
1.3.1.e	Proportion de la population bénéficiant de l'assistance médicale (CAM)							
1.4.1	Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base							
1.4.1.a	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée (Rapport entre l'effectif de la population ayant accès à une source d'eau potable pou améliorée (eau courante de la Regideso, forages, puits à pompe, puits protégés et sources aménagés) sur l'effectif de la population totale)							
1.4.1.b	Taux brut de scolarisation au niveau primaire (Rapport entre l'effectif des enfants à l'école fondamentale (1ère à 6ème années) sur l'effectif des enfants âgés de 7 à 12 ans)							
1.4.1.c	Taux brut de scolarisation au niveau secondaire (rapport entre l'effectif des enfants au niveau secondaire (7ème à 12ème année) sur l'effectif des enfants âgés de 13 à 19 ans)							
1.4.1.d	Pourcentage de la population située à moins de 30 minutes d'une formation sanitaire publique (Rapport entre l'effectif de la population qui réside à moins de 30 minutes d'une formation sanitaire publique sur l'effectif total de la population)							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
1.4.2	Proportion de ménages propriétaires de logement possédant un titre foncier (Rapport entre l'effectif des ménages propriétaires de logement avec titre sur l'effectif de l'ensemble des ménages)							
1. a.1.	Proportion des ressources directement allouées par l'Etat à des programmes de réduction de la pauvreté							
1. a.2.	Proportion des dépenses publiques affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale)							
1.a.3.	Total des subventions et des flux extérieurs non générateurs d'endettement directement alloués aux programmes de réduction de la pauvreté, exprimé en proportion du PIB							
1.b.1.	Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, pauvres et vulnérables							
Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable								
2.2.1	Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (Effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de taille/âge inférieur à moins deux écarts-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)							
2.2.2	2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation)							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
2.2.2.a	Taux d'obésité des enfants âgés de moins de 5 ans (rapport entre l'effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de Poids/taille supérieur à plus de deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)							
2.2.2.b	Taux d'émaciation des enfants âgés de moins de 5 ans (Rapport entre l'effectif des enfants âgés de moins de 5 ans ayant un indice de Poids/taille inférieur à moins de deux écart-types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant de la même classe d'âge sur l'effectif total des enfants âgés de moins de 5 ans)							
2.3.1	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière							
2.3.1.a	Productivité du travail agricole (Rapport entre le volume de production agricole sur l'effectif des travailleurs agricoles ou le volume d'heures du travail agricole)							
2.3.1.b	Productivité du travail pastoral (Rapport entre le volume de production d'élevage sur l'effectif des travailleurs agricoles ou le volume d'heures du travail consacré à l'élevage)							
2.3.2	Revenu moyen d'un petit producteur alimentaire (Rapport entre la masse de revenus du travail des petits producteurs alimentaires (agriculture, élevage et pêche de subsistance) sur l'effectif total des petits producteurs alimentaires)							
2. a.1.	Indice d'orientation agricole des dépenses publiques							
2. a.2.	Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
2.b.1	Subvention à l'exportation dans le secteur agricole							
2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires							
Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge								
3.1.1	Ratio de mortalité maternelle (Nombre de décès suite à la grossesse, à l'accouchement et au postpartum jusqu'à 42 jours pour 100000 naissances vivantes)							
3.1.2	Pourcentage d'accouchement assisté par un personnel de santé qualifié (Rapport entre le nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié de la santé (médecin, sage-femme, infirmier) et le nombre total de grossesses attendues au cours des 12 derniers mois)							
3.2.1	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (Rapport entre le nombre de décès chez les enfants de 0 à 59 mois et le nombre total de naissances vivantes)							
3.2.2	Taux de mortalité néonatale (Nombre de décès chez les nourrissons de moins de 28 jours au cours d'une année rapporté au nombre de naissances vivantes sur la même période)							
3.3.1	Incidence du VIH/SIDA chez les adultes 15-49 ans pour 1000 personnes non infectées (Nombre annuel de contaminations sur l'effectif de la population âgée de 15-49 ans qui est non infectée)							
3.3.2	Incidence de la tuberculose pour 100000 habitants (L'incidence de la tuberculose est le nombre estimatif des nouveaux cas de tuberculose pulmonaire ou extra-pulmonaire à frottis positif, découlant d'une année donnée, exprimée en taux pour 100 000 habitants)							
3.3.3	Incidence du paludisme pour 1000 habitants (Le taux d'incidence du paludisme est le rapport entre le nombre de nouveaux cas de paludisme et l'effectif de la population à risque)							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
3.3.4	Incidence de l'hépatite B pour 100000 habitants (Le taux d'incidence d'hépatite est le rapport entre le nombre de nouveaux cas d'hépatites et l'effectif de la population à risque)							
3.3.5	Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires							
3.3.5.a	Nombre de personnes atteintes d'onchocercose							
3.3.5.b	Nombre de personnes âgées de 1-14 ans atteintes de Géo helminthiases							
3.3.5.c	Nombre de personnes âgées de 15 ans et plus atteintes de Géo helminthiases							
3.3.5.d	Nombre de Femmes enceintes (2&3ème trimestre de grossesse) atteintes de Géo helminthiases							
3.3.5.e	Nombre de personnes atteintes de schistosomiase							
3.7.1	Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale							
3.7.1.a	Taux de prévalence contraceptive moderne pour les femmes âgées de 15-49 ans (Nombre de femmes de 15 à 49 ans qui utilisent une méthode contraceptive au cours de l'année concernée rapporté à l'effectif total de femmes âgées de 15 à 49 ans moins le nombre de grossesses attendues au cours de l'année)							
3.7.1.b	Taux de prévalence contraceptive moderne pour les femmes en union (Nombre de femmes de 15 à 49 ans en union qui utilisent une méthode contraceptive au cours de l'année concernée rapporté à l'effectif total de femmes âgées de 15 à 49 ans en union moins le nombre de grossesses attendues au cours de l'année)							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
3.8.1	% d'enfants âgés de 12-23 mois complètement vaccinés (Rapport entre le nombre d'enfants de 12 à 23 mois complètement vaccinés sur l'effectif total des enfants de 12 à 23 mois)							
3.8.2	Pourcentage des dépenses de consommation des ménages consacrée à la santé (Dépenses des ménages liées à la santé au cours d'une année rapportées aux dépenses totales de consommation des ménages au cours de la même année)							
3. a.1.	Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les plus de 15 ans (taux comparatifs par âge)							
3.b.1	Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments et vaccins essentiels à un coût abordable et de façon pérenne							
3. b.2.	Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base							
3.b.3	Proportion des établissements de santé disposant constamment d'un ensemble de médicaments essentiels à un coût abordable							
3.c.1	Densité et répartition du personnel de santé							
3.d.1	Application du règlement sanitaire international (RSI) et préparation aux urgences sanitaires							
Objectif 4. Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie								
4.1.1	Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire; b) en fin de cycle primaire; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
4.1.1.a	Proportion d'enfants scolarisés en 3 ^{ème} et 4 ^{ème} années de l'école fondamentale (Pourcentage d'enfants scolarisés qui sont en classe de 3 ^{ème} année et 4 ^{ème} année de l'école fondamentale au cours d'une année scolaire)							
4.1.1.b	Proportion d'enfants scolarisés en 6 ^{ème} année de l'école fondamentale (Pourcentage d'enfants scolarisés qui sont en classe de 6 ^{ème} année de l'école fondamentale au cours d'une année scolaire.)							
4.1.1.c	Proportion de jeunes scolarisés en dernière année de l'école fondamentale							
4.1.1.d	Taux brut de scolarisation (Rapport entre les effectifs d'élèves scolarisés dans un cycle donné quel que soit leur âge, et la population en âge officiel de scolarisation (7-12 ans pour le primaire, 13-16 ans au 1 ^{er} cycle d'enseignement secondaire, 17-19 ans pour le 2 ^{ème} cycle d'enseignement secondaire).)							
4.1.1.e	Taux de redoublement (Rapport entre les redoublants de l'année en cours sur les effectifs des élèves de l'année précédente)							
4.1.1.f	Taux d'achèvement (Rapport entre l'ensemble des nouveaux admis en dernière année d'un cycle d'enseignement (primaire ou secondaire) et la population ayant l'âge auquel on accède à ce niveau.)							
4.4.1	Proportion de jeunes et d'adultes qui savent utiliser un ordinateur (proportion des personnes ayant utilisé un ordinateur (etc.) en divisant le nombre total de personnes de 15 ans et plus utilisé un ordinateur (tous lieux de connexion confondus) au cours des 12 derniers mois par le nombre total de personnes âgées de 15 ans et plus)							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
4.5.1	Indices de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit, à mesure que les données deviennent disponibles) pour tous les indicateurs dans le domaine de l'éducation de cette liste pouvant être ventilés							
4.5.1.a	Indice de parité fille/garçon à l'école fondamentale (rapport entre les effectifs des filles et des garçons qui fréquentent l'école fondamentale au cours d'une année scolaire)							
4.5.1.b	Indice de parité fille/ garçon à l'école post fondamentale (Rapport entre les effectifs des filles et des garçons qui fréquentent l'école post fondamentale au cours d'une année scolaire)							
4.a.1	Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité; b) l'Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable;							
4. b.1	Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation							
4. c.1	Proportion d'enseignants dans : a) le préscolaire; b) le cycle primaire; c) le premier cycle du secondaire; et d) le deuxième cycle du secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées							
Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles								
5.1.1	Nombre de textes et de lois votés par le parlement pour la promotion du genre							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
5.2.1	Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents (Pourcentage de femmes et filles âgées de 15 ans et plus en couple et qui ont vécu au cours des 12 derniers mois, des violences physiques ou sexuelles)							
5.5.1	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales							
5.5.1.a	% de sièges occupés par des femmes au parlement national							
5.5.1.b	% de sièges occupés par les femmes dans les administrations locales (Pourcentage d'administrateurs locaux (gouverneur de province, maire de ville, administrateur communal, chef de zone, chef de secteur, chef de bloc de 10 ménages) qui sont des femmes)							
5.5.2	Proportion de femmes dans les groupes 11 et 12 de la CITP-08 (pourcentage de femmes ayant un emploi et qui sont directeurs généraux, cadres supérieurs et membres de l'exécutif et des corps législatifs, directeurs de services administratifs et commerciaux)							
5.6.2	Nombre de lois votées par le parlement pour garantir aux femmes et aux hommes de 15 ou plus un accès équitable et sans restriction aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine							
5. a.1 a	Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
5.a.2	Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres							
5. b.1	Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe							
5.c.1	Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes							
Objectif 6. Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable								
6.1.1	Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité							
6.2.1	Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon							
6.a.1	Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics							
6.b.1	Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement							
Objectif 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable								
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité, au groupe électrogène ou à l'énergie solaire							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
7.1.2	Proportion de ménages possédant au moins un équipement ou un engin dont le fonctionnement requiert l'utilisation du carburant ou des énergies propres (Pourcentage de ménages possédant des équipements électroménagers et des moyens de transports motorisés utilisant du carburant ou des énergies propres (solaire photovoltaïque, solaire thermique, hydroélectricité, éolienne, biomasse, géothermie)							
7. a.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars							
7.b.1	Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable							
Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous								
8.1.1	Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant							
8.2.1	Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi							
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles (Pourcentage d'actifs occupés exerçant des emplois informels (absence de cotisation à la sécurité sociale, de congés annuels payés ou de congés de maladie payés) dans le secteur non agricole)							
8.9.1	PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total et en taux de croissance							
8.9.1.a	Contribution du tourisme au PIB total (%)							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
8.9.1.b	Taux de croissance de la contribution du tourisme dans le PIB total							
8. a.1	Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce							
8. b.1	Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB							
Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation								
9.1.1	Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route bitumée							
9.3.1	Proportion des petites et micro entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie							
9. a.1	Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures							
9. b.1	Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie							
9. c.1	Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie							
Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre								
10.1.1	Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population							
10.1.1.a	Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour les 40% des plus pauvres de la population.							
10.1.1.b	Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour l'ensemble de la population							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
10.2.1	Proportion des personnes dont la dépense par tête est inférieure à la moitié de la dépense médiane par tête							
10.4.1	Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux (Ratio entre le coût du travail (rémunération, avantage et prime) et le PIB total)							
10.a.1	Proportion de lignes tarifaires concernées par les importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement bénéficiant d'une franchise de droits							
10.b.1	Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres)							
10. c.1	Coûts des envois de fonds en proportion du montant transféré							
Objectif 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables								
11.1.1	Proportion de la population urbaine vivant dans des logements inadéquats (Pourcentage de la population vivant en milieu urbain dans des logements ayant à la fois des matériaux du mur, du sol et du toit naturels ou rudimentaires. Pour le mur (pas de mur, bambou, canne, palme, tronc, terre, bambou avec boue, pierres avec boue, adobe non recouvert, contre-plaqué, bois de récupération); pour le sol (terre, sable, bouse, planches en bois, palmes, bambou); pour le toit (pas de toit, chaumes, palmes, feuilles, mottes de terre, nattes, bambou, palme, planche en bois, carton, sheeting))							
11.2.1	Proportion de la population se trouvant à moins de 15 minutes d'un point de transport en commun (bus, taxi, touktouk ou tricyclomoteur pour taxi)							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
11.4.1	Dépenses publiques totales par habitant consacrées à la préservation, à la protection et à la conservation de l'ensemble du patrimoine culturel et naturel (US dollars)							
11.a.1	Proportion d'habitants vivant dans des villes qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux tenant compte des projections démographiques et des ressources nécessaires, par taille de la ville							
11.b.1	Proportion d'administrations locales adoptant et mettant en œuvre des stratégies locales de réduction des risques conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)							
11. b.2	Nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe							
11.c.1	Proportion de l'assistance financière allouée aux pays les moins avancés qui est consacrée à la construction de bâtiments durables, résilients et économes en ressources et à la remise à niveau d'anciens bâtiments, en utilisant des matériaux locaux							
Objectif 12. Établir des modes de consommation et de production durables								
12.2.1	Taux de couverture forestière (Rapport entre la surface totale occupée par les forêts naturelles et plantées et la superficie nationale)							
12.2.2	Taux de déboisement (Pourcentage d'aire des forêts dont les arbres sont coupés)							
12.4.1	Nombres de rapports et documents produits sur la mise en œuvre des accords internationaux multilatéraux sur l'environnement relatifs aux substances chimiques et autres déchets dangereux							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
12.5.1	Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés							
12.5.1.a	Pourcentage des déchets biomédicaux traités (Rapport entre la quantité de déchets biomédicaux traités sur la quantité totale des déchets biomédicaux)							
12.5.1.b	Pourcentage des villes de plus de 25 000 habitants qui disposent d'un site de dépôt de déchets adéquat							
12.6.1	Nombre de sociétés publiant des rapports sur la viabilité							
12.a.1	Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de R-D consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles							
12.b.1	Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus d'un commun accord							
12.c.1	Montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles							
Objectif 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions²								
13.1.1	Nombre de personnes décédées, disparues ou directement touchées lors de catastrophes au cours des 12 derniers mois pour 100000 personnes							
13.2.1	Nombre de communications nationales élaborées sur la mise en œuvre de la politique visant à améliorer les changements climatiques							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
13.3.2	Nombre de rapports d'ateliers sur le renforcement de capacités pour le suivi des questions de l'environnement ou des changements climatiques							
13.a.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars							
13.b.1	Nombre de pays les moins avancés et de petits États insulaires en développement recevant un appui spécialisé aux fins de la mise en place de moyens efficaces de planification et de gestion face aux changements climatiques,							
Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable								
14.4.1	Niveau du stock de poissons (Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable)							
14.7.1	Pourcentage du PIB représenté par la pêche durable							
14.a.1	Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines							
14.b.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs							
14.c.1	Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et la mise en œuvre, au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels, des instruments relatifs aux océans visant à donner effet aux dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui concernent la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources							

Objectif de Développement Durable	2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité							
15.3.1	Surface des zones dégradées, en proportion de la surface terrestre (Proportion de la Surface des zones dégradées (toutes causes confondues) sur la superficie totale du territoire)						
15.4.1	Proportion de la superficie des écosystèmes naturels montagneux qui se trouvent dans les aires protégées (Rapport entre la superficie des écosystèmes naturels montagneux qui se trouvent dans les aires protégées et la superficie totale des écosystèmes naturels montagneux)						
15.7.1	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages (Valeur de vente dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages obtenues par braconnage ou trafic illicite rapportée à la valeur totale de vente dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages)						
15.a.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes						
15.b.1	Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes						
15.c.1	Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages						
Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous							
16.1.1.	Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100 000 habitants au cours des 12 mois précédents						

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
16.1.2.	Nombre de décès liés à des conflits pour 100000 habitants							
16.1.3	Proportion de la population victime de violences d'ordre criminel au cours des 12 derniers mois							
16.1.4.	Rapport entre l'effectif des personnes qui considèrent qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence sur l'effectif total de la population							
16.3.1	Proportion des personnes victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes							
16.3.2	Proportion d'arriérés judiciaires dans les différentes juridictions (Rapport entre le nombre de personnes détenues en prison sans jugement sur le nombre total de prisonniers)							
16.4.1	Valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants (en dollars des États-Unis courants)							
16.4.2	Nombre d'armes saisies, trouvées ou rendues volontairement dont la provenance ou l'utilisation illicite a été retracée ou établie par des autorités compétentes au cours des 12 dernier mois							
16.5.1	Proportion de personnes ayant eu au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents							
16.5.2.	Proportion de la population qui considère que la corruption est importante							
16.6.1.	Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
16.6.2.	Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante. (Rapport entre l'effectif de la population ayant eu une expérience satisfaisante avec les services publics sur l'effectif total de la population qui a eu une expérience avec les services publics au cours des 12 derniers mois. Les services publics ciblés sont l'école primaire, l'établissement secondaire, la formation sanitaire, le marché des produits alimentaires, la gare routière, la route bitumée, le point d'approvisionnement en eau potable, le point de branchement électrique, le centre d'état civil, l'école maternelle, le poste de police ou de gendarmerie et le point de branchement au réseau d'eau)							
16.9.1.	Proportion d'enfants de moins de 5 ans possédant un acte de naissance (Rapport entre l'effectif d'enfants de moins de 5 ans possédant un acte de naissance sur l'ensemble des enfants âgés de moins de 5 ans)							
16.a.1.	Existence d'institutions nationales indépendantes des droits de l'homme, conformément aux principes de Paris							
16.b.1.	Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme							
Objectif 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser								
17.1.1	Total des recettes publiques en proportion du PIB							
17.1.1.a	Total des recettes publiques en proportion du PIB							
17.1.1.b	Total des recettes publiques internes en proportion du PIB							
17.1.1.c	Total des recettes publiques douanières en proportion du PIB							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
17.1.2	Proportion du budget général de l'Etat financé par ressources propres							
17.2.1	Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE en proportion du budget national							
17.3.1	Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total							
17.3.2	Volume des envois de fonds (en dollars des États-Unis) du reste du monde en proportion du PIB total							
17.4.1	Service de la dette en proportion des exportations de biens et services							
17.4.1.a	Service de la dette extérieure en proportion des exportations de biens et services							
17.4.1.b	Service de la dette intérieure en proportion des exportations de biens et services							
17.5.1	Nombre de pays qui adoptent et mettent en oeuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés							
17.6.1	Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération							
17.6.2	Abonnées à une desserte internet à large bande par 100 habitants (Un accès à vitesse élevée est un accès à 256 kbit/s ou davantage)							
17.7.1	Proportion de la population utilisant Internet au cours des 12 derniers mois (Rapport entre l'effectif de la population âgée de 5 ans et plus ayant utilisé l'internet au cours des 12 derniers mois et l'effectif total de la population âgée de 5 ans et plus)							
17.8.1	Proportion de la population utilisant Internet au cours des 12 derniers mois							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
17.9.1	Valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement							
17.10.1	Moyenne pondérée des taux de droits de douane							
17.11.1	Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales							
17.12.1	Droits de douane moyens appliqués aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement							
17.13.1	Tableau de bord macroéconomique							
17.14.1	Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable							
17.15.1	Recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays							
17.16.1	Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable							
17.17.1	Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées au partenariat public-privé et au partenariat avec la société civile							
17.18.1	Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle							
17.18.2	Document de la loi statistique							

Objectif de Développement Durable		2016	2017	2018	2019	.....	Source	Observations
17.18.3	Nombre de pays ayant un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en oeuvre, par source de financement							
17.19.1	Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques du système statistique national (SSN)							
17.19.2	Proportion de pays qui a) ont procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) ont atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 %							
17.19.2.a	Pays ayant réalisé au moins un Recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années							
17.19.2.b	Taux d'enregistrement des naissances au cours des 12 derniers mois							
17.19.2.c	Taux d'enregistrement des décès au cours des 12 derniers mois							

ANNEXE 4 : EQUIPE D'ÉLABORATION

Supervision

Nicolas NDAYISHIMIYE, Directeur Général de l'ISTEEBU

Alfredo Teixeira, Directeur pays PNUD

Coordination technique

Jeanine NIYUKURI, Directrice du Département Etudes et Statistique Démographique et Sociale et Président du Comité Multisectoriel de suivi des indicateurs de ODD

Ernest BAMOU, Economiste principal/PNUD

Arthur RUSHEMEZA, Economiste national/PNUD

Equipe d'appui technique

Ousman KORIKO, Consultant international

Ernest BAMOU, Economiste principal/PNUD

Arthur RUSHEMEZA, Economiste national/PNUD

Equipe de rédaction

Modeste NDAYISENGA, Chef de service Etudes et Statistiques Sociale et Suivi de la pauvreté, Secrétaire du Comité Multisectoriel de suivi des indicateurs des ODD

Pascal SEMYOTSO, Statisticien du Service Etudes et Statistiques Sociale et Suivi de la pauvreté, membre du Comité Multisectoriel de suivi des indicateurs des ODD

Ernest BAMOU Economiste principal/PNUD

Arthur RUSHEMEZA, Economiste national/PNUD

Membre du Comité multisectoriel de suivi des indicateurs des ODD

1	KIGABO Marijani Saidi	Ministère des Transports, des Travaux Publics, Equipement et Aménagement du territoire
2	KAMANA Djuma	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
3	NIYONKURU Emmanuel	Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
4	IRAMBONA Eric	Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
5	MUREKAMBANZE Philbert	Ministère des Affaires Etrangères
6	Colonel Aloys BIZINDAVYI	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants
7	NDINKABANDI Sicaire	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'emploi
8	NKINDIYABARIMAKURINDA Sublime	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida
9	BABONWANAYO Déogratias	Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage
10	HASABA Fidele	Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information
11	OPC2 HABONIMANA Apollinaire	Ministère de la Sécurité Publique et de la Gestion des catastrophes
12	Venant NTAKIMAZI	Ministère de la Justice, de la Protection civique et Garde des Sceaux
13	NKUNZIMANA Francine	Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information
14	MPFUBUSA Jean Louis	Ministère de la Décentralisation et de la Réforme Institutionnelle
15	WAKANA Ferdinand	Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines
16	NIYONZIMA Leonidas	Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre
17	Eliane NKENGURUTSE	Banque de la République du Burundi
18	BAKURANIMANA Damas	Office des Recettes du Burundi
19	HAKIZIMANA Jérémie	Office National du Tourisme
20	Apollinaire BIGIRIMANA	ARCT
21	MIBURO Cyriaque	CNCA
22	Noémie Claire SINIREMERA	SEP/CNPS (Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de la Protection Sociale)
23	NDAYISENGA Modeste	ISTEEBU
24	SEMYOTSO Pascal	ISTEEBU
25	NZEYIMANA Domitille	ISTEEBU
26	MUHORAKEYE Rachel	ISTEEBU
27	NIBAFASHA Léonie	ISTEEBU
28	NSHIMIRIMANA Florence	ISTEEBU
29	NZAMBIMANA Emmanuel	ISTEEBU
30	HAVYARIMANA Joseph	ISTEEBU
31	NDIKUMANA Janvier	ISTEEBU

Liste des participants à l'atelier de validation		
1	ALAIN TRIBERT MUTABAZI	CABINET DU GOUVERNEUR KIRUNDO
2	ALI KUSSIM	CP GOUVERNEUR MURAMVA
3	AMBASSADEUR KARONKANO SERGE	MAE
4	APOLLINAIRE KAVUYE	USAID
5	ARTHUR RUSHEMEZA	PNUD
6	BADENDE JUMAINE	CABINET DU GOUVERNEUR MUYINGA
7	BAHIZI OSCAR	EAC MINISTRY
8	BAKURANIMANA Damas	OBR
9	BARAHINDUKA NESTOR	ISTEEBU
10	BARANKEZA PASCALINE	COORDINATION UN
11	BARANYIZIGIYE MAJORIC	ISTEEBU
12	BATUNGWANAYO ANTONINE	API
13	BIGIRIMANA APOLLINAIRE	ARCT
14	BIGIRIMANA Donatien	OMS
15	BIGIRIMANA SYLVERE	ISTEEBU
16	BIZIMANA DIEUDONNE	CABINET DU GOUVERNEUR DE LA PROVINCE BUJUMBURA
17	BOFONDI MARIE	DELEG UNION EUROPEENNE
18	BUDERI AUDACE	ONUSIDA
19	BUHARURWA BONAVENTURE	MIN SEC PUBLIQUE
20	BWAMPANZE Gervais	UNFPA/ASS,REP
21	BWORO LEOPOLD	CONSEILLER ECONOMIQUE RUYIGI
22	DESIRE NIYOYITUNGIRA	PARCEM
23	DOWERI DISMAS	AGENCE DE PRESSE CHINE NOUVELLE
24	DR ALPHONSE CIZA	OMS
25	DR NDARUHUTSE Jerome	OMS
26	GACIYUBWENGE EGIDE	MDNAC
27	GIRAMAHORO PATRICK	RTNB/TV JOURNALISTE
28	HABIMANA AMEDEE	RENOUVEAU DU BURUNDI
29	HABONIMANA GREGONIE	ISTEEBU
30	HAKIZIMANA JEAN CLAUDE	RTNB/TV
31	HAKIZIMANA Jérémie : ONT	ONT

Liste des participants à l'atelier de validation

32	HARERIMANA ANITHA	MFPTÉ
33	HASABA Fidele	MJPTI
34	HASHAZINKA marie Jeannine	MFBCDE
35	HAVYARIMANA Joseph	ISTEEBU
36	HAZIMANA Gerard	CABINET DU GOUVERNEUR DE LA PROVINCE MAKAMBA
37	IGIRANEZA ARLENE	RADIO ISANGANIRO
38	IRAKOZE AIMABLE	MHEM
39	IRAMBONA ERIC	MFBCDE
40	JEREMIE HAKIZIMANA	ONT
41	KAMANA JUMA	MESRS
42	KANKINDI ARIANE	ISTEEBU
43	KARIBWAMI DAMAS	INSS
44	KAZADI MULOMBO WALTER	OMS
45	KEZAMAHORO FRANCINE	DGP/MSPLS
46	KIGABO MARIJANI SAIDI	MTTPEAT
47	KORIKO OUSMAN	CONSULTANT
48	KWIZERA ALPHONSINE	BESD
49	KWIZERA LEONCE	PROVINCE MWARO
50	KWIZERA VIOLETTE	ISTEEBU
51	MANIRAKIZA ILDEPHONSE	BONNE GOUVERNANCE
52	MBONINYIBUKA Joseph	CABINET DU GOUVERNEUR DE LA PROVINCE RUTANA
53	MIBURO Cyriaque : CNCA	CNCA
54	MINANI EZECHIEL	PROVINCE NGOZI
55	MINANI THARCISSE	JOURNAL KABAZAWEBTU
56	MPAWENAYO GERTRUDE	RADIO ISANGANIRO
57	MPFUBUSA JEAN LOUIS	MDRI
58	MPUNDU MARIE JOSEE	CFCIB/HTB
59	MUGISHA ROSINE	MFBCDE
60	MUHORAKEYE RACHEL	ISTEEBU
61	MUREKAMBANZE PHILBERT	MAE
62	MUSARAGANYI Janvier	ISTEEBU

Liste des participants à l'atelier de validation		
63	MWENYEBATU Mbawa	UNESCO
64	NAHIMANA BEBELINE	MDRI
65	NAHIMANA FRANCOIS	SETEMU
66	NDABAHAGAMYE BERNARD	CABINET DU GOUVERNEUR PROVINCE GITEGA
67	NDAYAMBAJE ALEXANDRE	MJPTI
68	NDAYEGAMIYE SALVATOR	MDPHASG
69	NDAYIRAGIJE Athanase	MTTPEAT
70	NDAYISABA GERVAIS	ISTEEBU
71	NDAYISABA JOSEPH	UB
72	NDAYISENGA Modeste	ISTEEBU
73	NDAYISENGA SPECIOSE	ABP
74	NDAYISHIMIYE NEEMA	MEFTP
75	NDAYISHIMIYE NICOLAS	DG ISTEEBU
76	NDAYIZAMBA THEO	CHEF SECURITE DU MAIRE DE LA VILLE
77	NDAYIZIGIYE FERDINAND	MAIRIE DE BUJUMBURA
78	NDIHOKUBWAYO RENOVAT	OTB
79	NDIKUMANA NOLASQUE	MFBCDE
80	NDIKUMANA VIANNEY	PROVINCE KAYANZA
81	NDIKUMWENAYO VENUSTE	BRB
82	NDIKURIYO ALPHONSE	PRESIDENCE
83	NDINKABANDI SICAIRE	MFPTE
84	NDUWAMUNGU MATHIEU	MJPCGS
85	NGENDABAKANA FREDERIC	GEOMATIQUE
86	NGOMIRAKIZA THARCISSE	MIFPDL
87	NIBIZI FRANCOIS	ISGE
88	NIKWIGIZE PIE CLAUDE	BBN
89	NIMBONA VITE ABDON	ISTEEBU
90	NIMUBONA ARCADE	SEP/CNPS
91	NIMUBONA JEAN BOSCO	UB
92	NIMUBONA PROSPER	ABP
93	NINGANZA FELIX	MFPTE

Liste des participants à l'atelier de validation

94	NIYOGABO GILBERT	UB/FSEC
95	NIYONGABO JEAN BAPTISTE	PAM
96	NIYONGABO THARCISSE	PROVINCE BUBANZA
97	NIYONKURU EMMANUEL	MCIT
98	NIYONZIMA EVELYNE	JOURNAL UBUMWE
99	NIYONZIMA LEONIDAS	MDPHASG
100	NIYUKURI JEANINE	ISTEEBU
101	NIZIGAMA GREGONIE	ISTEEBU
102	NJUJI DESIRE	PROVINCE CANKUZE
103	NKAMINCANIYE AUGUSTIN	CABINET DU GOUVERNEUR RUMONGE
104	NKENGURUTSE ELIANE	BRB
105	NKERAKUYISABA NESTOR	RTNB/TV
106	NKESHIMANA JEAN MARIE	ISTEEBU
107	NKINDIYABARIMIRAKURINDA SUBLIME	MSPLS
108	NKUNZIMANA FRANCINE	MJPTI
109	NSHIMIRIMANA FLORENCE	ISTEEBU
110	NSHIMIRIMANA GUSTAVE	ISTEEBU
111	NSHIMIRIMANA SYLVESTRE	INTERCAFE
112	NSHIMIRIMANA THERENCE	2EME VICE PRESIDENCE
113	NSSABIYUMVA PACIFIQUE	CABINET DU GOUVERNEUR BURURI
114	NTAKABANYURA JOSEPH	MFPTE
115	NTAKIMAZI Venant	MJPCGS
116	NTAWE PROISSA	REMA FM
117	NTERIMBERE CHRISTINE	MIFPDL
118	NTETURUYE OSCAR	AACB
119	NTIDENDEREZA SALVATOR	CAB/CFCIB
120	NTIRAMPEBA INNOCENT	CP GOUVERNEUR KARUSI
121	NTISINZIRA JOACHIM	ISTEEBU
122	NTOMERA PERRINE	AFAB
123	NYAMBERE JEAN FAUSTIN	RUE
124	NYANDWI ASTERE	PLANIFICATION URBAINE

Liste des participants à l'atelier de validation		
125	NYANDWI JACQUES	ONT
126	NZEYIMANA DOMITILLE	ISTEEBU
127	NZEYIMANA THEODOSIE	DGE/DPSPE
128	NZIGUHEBA EDOUARD	IGEBU/ GITEGA
129	NZITONDA ERNEST	PLAN
130	PACELLI SINDARUHUKA	JOURNAL IJAMBO
131	RICHARD SHUGUGU	BM
132	RUMBETE EVARISTE	DIRECTION DE PÊCHE
133	RUNEGAKO LEONIDAS	RTNB RADIO
134	RWASA KEVIN	ARCA
135	SCHOLASTIQUE NTIRAMPEBA	UN WOMEN
136	SELEMANI BERNARD	VICE PRESIDENCE
137	SIBOMANA JEAN CLAUDE	ISTEEBU
138	SIMBABAJE CARITAS	DSNIS/MSPLS
139	SINDAYIGAYA YVES	RTNB/JOURNALISTE
140	SINDIHEBURA ANICET	ONPR
141	SINDIWENUMWE ARTHEMON	ISTEEBU
142	SINIREMERA M CLAIRE	SEP/CNPS
143	SINZINKAYO JORAM	ISABU
144	SINZOBAKIRA LEON	CNTA
145	SOTA PIERRE	UNFPA
146	SOW SOULEYMANE	UNCDF
147	WAKANA FERDINAND	MHEM
148	YADUNIYA	ISTEEBU
149	Yvan AKIMANA	RADIO VOIX DU PRINCE
150	YVONE MUNYANEZA	REMA FM

Copyright © ISTEEBU – Burundi 2018
Avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies
pour le développement (PNUD) au Burundi



*Au service
des peuples
et des nations*